BURUNDI:

QUELQUES QUESTIONS SUR L'ORIGINE ET LA DIFFÉRENCIATION D'UN SYSTEME AGRAIRE

Hubert Cochet

Institut National Agronomique Paris Grignon, Paris, France

African Economic History, 26(1998): 15-62, Madison, Wisconsin

Dans le paysage agraire burundais, tel qu'il nous apparaît aujourd'hui, tout est nouveau ou presque, et les exploitations agricoles burundaises actuelles n'ont pas grand chose à voir avec ce qu'elles pouvaient être il y a seulement 2 ou 3 générations.

C'est pourquoi, pour comprendre quelle a été la genèse de ce paysage, il faut l'imaginer dépourvu de tous ses éléments récemment mis en place, même si certains d'entre eux dessinent aujourd'hui ses traits les plus saillants. Car s'il est encore relativement aisé de reconstituer les collines burundaises sans les boisements artificiels qui les recouvrent parfois en partie, sans les eucalyptus, *grevillea* et arbres fruitiers introduits à l'époque coloniale, et privées de ces innombrables parcelles de café (et de thé au dessus de 2000 mètres d'altitude) elles aussi objet et résultat des pressions de l'administration "moderne," comment faire abstraction des bananeraies qui entourent chaque enclos et couvrent parfois des versants entiers? Et pourtant, leur importance dans les assolements est, elle aussi, récente, tout comme l'est celle du manioc et de la patate douce, pourtant majeur aujourd'hui. Que mangeaient donc les gens au XIX^e siècle puisque la base actuelle de leur alimentation semblait presque inexistante?

C'est cette reconstitution du système agraire précolonial - ou plutôt de celui qui prévalait avant les crises qui ont marqué le tournant du siècle - qui retiendra ici toute notre attention.¹ Force est de constater pourtant que, parmi l'éventail des cultures pratiquées par les agriculteurs de l'époque, certaines plantes ne pouvaient guère y être cultivées depuis longtemps. Maïs et haricot américain (*Phaseolus*) ne pouvaient l'être avant la rencontre du Nouveau et de l'Ancien monde. Aussi devons-nous nous résoudre à remonter plus loin dans le temps pour imaginer l'agriculture dépourvue de ces "nouveau-tés" et tenter d'esquisser le tableau de ce qu'ont dû être l'origine et les prémices de l'agriculture et de l'élevage dans cette région du monde.

I. Aux origines de l'association agriculture - élevage.

1. De la déforestation aux herbages d'altitude

Les origines de l'agriculture et de l'élevage en Afrique de l'Est sont loin d'être connues avec exactitude. Les résultats des recherches menées en archéologie, palynologie et linguistique fournissent des éclairages différenciés mais encore trop ponctuels ou incomplets pour en déduire une image fidèle des paysages et des formes dominantes d'exploitation des écosystèmes. L'utilisation de ces résultats par des chercheurs étrangers à ces disciplines n'est pas aisée et les synthèses sont difficiles car les sites étudiés sont dispersés et situés dans un environnement physique diversifié. Aussi les résultats acquis pour les régions situées à basse altitude sur le pourtour du lac Victoria ne sont-ils pas forcément transposables aux hautes terres du Burundi et du Rwanda. Il en va de même des régions les plus élevées de la crête Congo-Nil ou de son versant occidental qui n'ont peut-être pas suivi le chemin des collines et des plateaux centraux.

Malgré ces incertitudes, les premiers jalons de l'histoire agraire du Burundi peuvent être présentés de la manière suivante:

- C'est à partir du troisième millénaire (3000 ans B.P.) que des traces de modifications importantes des formations forestières sont attestées dans les diagrammes polliniques. La représentation des pollens des grands arbres de la canopée (par exemple le genre *Podocarpus* dans les forêts d'altitude du Burundi et du Rwanda) diminue tandis que les proportions de pollens correspondant à des formations secondarisées et des recrûs augmentent.² Alors que les grands changements de formations végétales mis en lumière par la palynologie pour les millénaires précédents sont attribués à des fluctuations climatiques, ceux du troisième millénaire semblent largement dus à l'action anthropique, et plus précisément aux essarts pratiqués ici et là par des agriculteurs.³ Il s'agirait alors d'une agriculture plutôt basée sur l'igname et le palmier à huile, comme cela semble être le cas sur le pourtour de la grande forêt congolaise.

Mais l'agriculture forestière par abattis-brûlis est peut-être plus ancienne dans la région. On peut penser en effet que les traces d'une évolution sensible de la couverture forestière n'apparaissent dans les diagrammes polliniques que lorsque la répétition des essarts commence à modifier durablement les associations végétales. Quand les plus grands arbres de la forêt sont pour la première fois abattus au cours d'un énième cycle de culture sur brûlis, c'est parfois le signe que le recrû des strates inférieures de la forêt ne dure plus assez longtemps pour assurer de bonnes conditions agronomiques au cycle de culture suivant (disparition de la strate herbacée et biomasse suffisante pour assurer la reproduction du stock d'éléments minéraux en surface). Dans cette hypothèse, il est donc possible que la disparition des pollens de *Podocarpus* attestée pour le

troisième millénaire correspond déjà à une deuxième phase de l'agriculture forestière, cette dernière étant alors pratiquée depuis une époque plus lointaine encore.⁴

- A partir des premiers siècles de notre ère, les pollens de graminées occupent de plus en plus de place dans les diagrammes polliniques.⁵ L'importance nouvelle des graminées révèle à n'en pas douter que l'écosystème forestier n'existe plus sous une forme continue et stable car l'herbe ne pousse bien qu'en pleine lumière. Les pollens de graminées indiquent que les formations herbacées occupent alors une place non négligeable de l'écosystème et que ce dernier n'est plus et ne peut plus être majoritairement et durablement exploité par des systèmes de culture sur abattis-brûlis. Cette évolution, déjà nette vers le début de notre ère, semble s'accélérer pendant la deuxième moitié du premier millénaire (1500 - 1000 B.P.).

On sait par ailleurs, grâce aux recherches menées en archéologie, que cette époque correspond également à la généralisation de l'usage du fer dans la région. De nombreux sites de réduction de l'oxyde de fer ont été mis à jour et datés.⁶ L'utilisation des outils en fer a sûrement permis un accroissement substantiel de l'efficacité du travail d'abattis (hache de fer), une augmentation des surfaces abattues, brûlées et emblavées par actif et par an et une accélération consécutive - l'accroissement démographique aidant - de la déforestation.⁷ Mais le fer permet aussi de confectionner des houes suffisamment grandes et solides pour permettre aux agriculteurs de réaliser un vrai labour et de venir à bout du tapis herbacé auquel ils avaient désormais à faire face. Alors que les systèmes de culture sur brûlis régressent par la force des choses, les agriculteurs peuvent désormais pratiquer de véritables systèmes de culture à labour. L'agriculture à la houe commence.

Enfin, cette époque correspond aussi à la généralisation de l'usage des langues Bantu dans la région comme si cette dernière était alors atteinte par l'expansion du peuplement bantu à partir de l'aire d'origine située beaucoup plus à l'ouest, aux confins du Cameroun et du Nigeria.⁸ Mais, au delà des modalités de cette expansion probable du peuplement et des langues Bantu, c'est surtout l'apparition de mots nouveaux qui retiendra ici notre attention. En effet, alors qu'une forme d'agriculture forestière était pratiquée depuis déjà longtemps sur la base des ignames et des palmiers à huile, un nouveau vocabulaire apparaît à cette époque (début de notre ère), désignant les céréales (sorgho et éleusine)⁹ ainsi que l'élevage bovin. Il se diversifie ensuite pendant les premiers siècles de notre ère en portant sur les différents types de champs (précédents culturels), le désherbage ou l'ouverture d'une nouvelle parcelle à la culture, le mode de conduite du troupeau, la couleur de la robe des animaux et la traite.¹⁰

Bien que des preuves de développement concomitant d'activités agricoles et pastorales soient maintenant acquises, il est surprenant que "agriculteurs" et "pasteurs" soient trop souvent considérés de fait - c'est alors un axiome de départ - comme des groupes a-priori spécialisés alors qu'aucun indice archéologique ou linguistique de cette spécialisation supposée n'aient été trouvé ni même recherché. Tout se passe comme si le poids de l'anthropologie coloniale, la méconnaissance des formes contemporaines d'association agriculture-élevage, et des transpositions ou

généralisations excessives avaient jusque là empêché nombre de chercheurs (archéologues, linguistes, historiens, ethnologues et anthropologues) de formuler l'hypothèse d'une combinaison domestique de ces deux types d'activités. Tout semble indiquer pourtant que cette époque correspond bien à la mise en place d'un système agro-pastoral où la généralisation des herbages d'altitude, celle des systèmes de culture à labour et de l'élevage bovin sédentaire ont lieu simultanément et sont réalisées par des gens parlants le même langage.

Ceci apparaît particulièrement important à plus d'un titre. Non seulement ce système agro-pastoral (une forme d'association très ancienne de l'élevage à l'agriculture comme nous le verrons) constitue vraisemblablement les fondations de la société burundaise, mais sa connaissance est aussi de toute première importance dans la mesure où elle permet d'éclairer l'histoire récente du Burundi et de dépasser les approches dichotomiques éleveurs/agriculteurs, sources de confusion, ainsi que leurs prolongations racistes érigées en théories par l'idéologie coloniale et postcoloniale.¹¹

2. Un système agraire céréalier à élevage associé (jusqu'au XVIII^e siècle)

La reconstitution du système agraire burundais à l'époque où les plantes américaines n'étaient pas présentes (avant le XVII-XVIII^e siècle) n'est pas chose facile. On ne peut s'appuyer ni sur des enquêtes orales (la mémoire collective n'entretenant que les légendes et mythes relatifs aux rois fondateurs du Royaume)¹² ni sur les sources écrites, inexistantes. Nous présentons donc quelques hypothèses élaborées sur la base de la société agraire plus aisée à reconstituer de la fin du XIX^e siècle et en essayant d'en retrouver les étapes antérieures.

Sorgho et éleusine (*eleusine coracana*) constituent alors la base de l'alimentation des Burundais. Les systèmes de culture dominants sont des systèmes à labour où les cycles de culture sont séparés les uns des autres par des périodes sans culture, permettant la reconstitution d'une friche herbacée de courte durée (quelques mois à deux ou trois années au plus). Après une phase de préparation du sol (labour) effectuée à la houe, les céréales sont semées au début de la saison des pluies (septembre-octobre) pour être récoltées (épi par épi, avec plusieurs passages) vers la fin de la saison des pluies ou au début de la saison sèche (avril-juin). Il existait sans doute un grand nombre de variétés de sorgho et d'éleusine, plus ou moins tardives ou précoces, permettant d'étaler les récoltes et de profiter de l'hétérogénéité du milieu (altitude, températures, volume des précipitations et durée de la saison des pluies).¹³

D'autres plantes étaient cultivées, mais il est difficile d'estimer leur importance respective dans les assolements et/ou associations de culture. Certains haricots du genre *vigna* (*inkore: vigna unguiculata*) étaient connus (ils sont d'origine africaine) mais ne semblent pas jouer, à cette époque, le rôle essentiel que joueront plus tard les haricots d'origine américaine (du genre *Phaseolus*) dans l'assolement,¹⁴ les associations de cultures et le régime alimentaire. Pois cajan (*inkundwe: Cajanus*

Cajan) et voandzou (*Impande*) étaient cultivés en petite quantité à la fin du XIX^e. Il est probable qu'ils l'étaient aussi quelques siècles auparavant.

Trois plantes à tubercules étaient également cultivées: certains ignames, en particulier une variété donnant à la fois des tubercules souterrains et des tiges tubérisées (*itugu: dioscorea bulbifera?*), le taro (*amateke ikirundi, colocasia antiquorum*) plante d'origine asiatique mais qui serait connue en Afrique de l'Est depuis la fin du premier millénaire, et un genre de coleus (*Inumpu: coleus dysentericus*).

Il convient de rajouter à cet inventaire plusieurs variétés de courges souvent semées à proximité des enclos (*rugo*) ou même sur les tas de bouses de vache entreposés près des *rugo* et quelques légumes: *solanum esculentum*, l'aubergine africaine *intore*, l'épinard amer *isogi* (*gynandropsis pentaphylla*), la tetragone *nyabutongo* (*amaranthus viridis*), l'amaranthe *urubwija* (*amaranthus hybridus?*).¹⁵

Enfin, il faut mentionner l'arbre à étoffe, la plante textile qui était utilisée pour la confection des habits.¹⁶ Il s'agit de plusieurs variétés de *ficus* (*imivumu*) que l'on plantait sur les bords du *rugo* ou à proximité immédiate. D'autres variétés (*imihororo: ficus congensis?*) avaient des usages multiples: confection de vêtements, utilisation des feuilles pour accélérer la confection du beurre dans les barattes (elles mêmes faites d'une courge évidée). On plantait également des *ibitongati* (*dracaena arborescentes*) dont les cendres des feuilles étaient utilisées pour la confection de la bière de sorgho,¹⁷ et des erythrines (*imirinzi: erythrina abyssinica?*) à usage essentiellement rituel et religieux. Aujourd'hui, ces arbres parfois gigantesques et plusieurs fois centenaires, constituent les seuls témoins de cette époque. Rarement abattus à cause de leur fonction sacrée et du culte qui leur était associé, ils marquent encore aujourd'hui l'emplacement des plus grands *rugo* de la royauté précoloniale et constituent les seuls monuments historiques du Burundi.¹⁸

A l'exception du sorgho et de l'éleusine, toutes ces plantes étaient probablement cultivées près de l'enclos et en petite quantité. Les assolements sont donc nettement dominés par les céréales : le sorgho et l'éleusine.¹⁹

Il est quasiment impossible de reconstituer les rotations de cultures de l'époque. Si l'on se réfère à ce qui se faisait à la fin du XIX^e siècle (deux siècles plus tard mais dans un système agraire bien différent), il semble que sorgho et éleusine ne rentraient pas en rotation l'un avec l'autre. On aurait alors d'un côté le sorgho cultivé en rotation avec une friche herbeuse de courte durée, régulièrement fumé comme nous le verrons (avec peut-être déjà un cycle de culture par an sur les mêmes parcelles) et de l'autre l'éleusine, cultivée elle aussi en rotation avec une friche herbacée, dont la durée nous est inconnue. A cette époque (et contrairement à la situation observée à la fin du XIX^e siècle) il est probable que l'éleusine était, elle aussi, fumée à la bouse de vache.

Au delà des terres assolées (groupées à proximité de l'enclos) s'étendaient en effet de vastes herbages pâturés par des troupeaux essentiellement bovins mais aussi caprins et ovins. Le lait et le beurre (ce dernier étant aussi utilisé comme cosmétique et pour assouplir les écorces de *ficus*) faisaient donc partie de l'alimentation des Burundais, de même que le sang des bovins qui (d'après

les connaissances que l'on peut avoir relatives au XIX^e siècle) étaient régulièrement saignés à cet effet. Ces apports protéiques expliquent peut-être la place semble-t-il assez limitée occupée par les légumineuses dans l'assolement et les associations de culture. La répartition du bétail (forme essentielle d'accumulation de capital) entre les différents types d'agriculteurs-éleveurs nous est inconnue pour cette époque. Ce point sera analysé en détail pour la période suivante.

Les bêtes étaient conduites aux pâturages tous les matins par un berger et rentrées le soir pour passer la nuit dans la cour de l'enclos, ce dernier étant soigneusement barricadé à la tombée de la nuit. Dès cette époque donc, mais sans doute depuis beaucoup plus longtemps, on peut considérer que la moitié des déjections des animaux (les déjections nocturnes) était récupérée grâce au parcage nocturne des animaux. Les bouses étaient rassemblées chaque matin et mises dans un panier. Celui-ci était transporté quotidiennement et vidé soit directement sur les parcelles avant labour, soit sur le bord des parcelles jointives au *rugo* où elles constituaient des tas qui étaient par la suite répandus. L'élevage était donc associé à l'agriculture au sein d'exploitations agricoles pratiquant les deux activités.

La récupération des déjections nocturnes et leurs épandage sur les terres assolées constituent donc les deux étapes d'un transfert latéral de fertilité au profit des cultures. Ce transfert représente le principal mode de reproduction de la fertilité des terres assolées et assure la pérennité du système. Réalisé en l'absence totale de moyens de transport autre que le panier de tête, il explique en partie le caractère extrêmement dispersé de l'habitat et sa position dominante à proximité du sommet des collines.

On peut noter toutefois le rôle des quelques *figus* plantés autour de l'enclos dans la reproduction de la fertilité. L'enracinement de ces arbres et la chute de leurs feuilles assuraient par ce biais un apport complémentaire de matière organique et une reconstitution du stock d'éléments minéraux (transfert vertical de fertilité). Certaines variétés perdant leurs feuilles en saison des pluies (mars-avril) facilitaient la complantation d'espèces vivrières en limitant l'ombre portée sur le sol.

Bien que, comme nous l'avons vu, la période des grands défrichements et de la constitution de ces herbages d'altitude soit très ancienne, il subsistait encore au XVIII^e siècle des lambeaux de végétation forestière: forêt ombrophile dense sur les sommets de la crête Congo-Nil (comme il en existe encore aujourd'hui) et sur les versants du Mumirwa, savane arborée de l'est, forêts claires (à *Brachistegia*), mais aussi de nombreuses forêts galeries ou lambeaux de recrû forestier vers le pied des collines du Centre. Mais à cette époque, on est déjà loin d'une agriculture forestière. Même si l'on pratique encore, çà et là, des systèmes de culture sur brûlis faisant intervenir un recrû arbustif de plus ou moins longue durée (ils perdurent dans certaines régions jusqu'à aujourd'hui), il s'agit là de phases de culture transitoires donnant place à des systèmes à labour dans une dynamique de front pionnier et d'installation au détriment des derniers îlots forestiers. Il ne s'agit donc plus d'un système agraire forestier en tant que tel. Le bétail est d'ailleurs déjà là depuis longtemps attestant de l'importance prise par les herbages aux détriments des formations forestières.

Sur ces hautes terres de l'Afrique des Grands Lacs, la déforestation n'a pas donné lieu à la formation progressive d'une savane, ou d'une steppe semi-désertique. A la forêt d'altitude succèdent plutôt des formations herbagères extrêmement favorables à la mise en place de systèmes d'élevage sédentaire (peu ou pas de déplacement saisonnier) relativement intensifs (en terme de charge animale des pâturages) et intimement associés aux activités agricoles. Les reliefs et la position équatoriale de ces régions sont associés à des précipitations relativement abondantes et assez bien réparties au cours de l'année. La saison sèche est de courte durée (3 - 4 mois) et les températures restent fraîches: l'herbe est verte pendant la plus grande partie de l'année. Le brûlis des pâturages (refus) en fin de saison sèche suffit pour accélérer la repousse de l'herbe tendre et franchir à moindre frais la fin de la période sèche. Ce milieu est donc très favorable au développement de la prairie et à la multiplication du bétail dans des conditions sanitaires relativement favorables. Le caractère "sain" de ce milieu est aussi à l'origine des fortes densités de populations qui caractérisent depuis déjà longtemps cette région du monde.²⁰ La fraîcheur relative du climat ralentit aussi la minéralisation de la matière organique et favorise la généralisation des labours profonds associés à l'enfouissement de la fumure animale.

Schéma n° 1: Organisation de l'espace et transferts de fertilité sur une colline burundaise avant la généralisation des plantes d'origine américaine (jusqu'au XVIII^e siècle)

II. Un système agraire céréalière à légumineuses et élevage associés, possibilité de double culture par an.

(XVIII^e - XIX^e siècle)

A première vue, la principale nouveauté par rapport au système agraire que nous venons de décrire pour la période ancienne (jusqu'au XVIII^e siècle) consiste en la généralisation des plantes d'origine américaine (maïs, haricot du genre *phaseolus*) dans les assolements et les associations de cultures. Les témoignages des premiers voyageurs européens, les travaux historiques déjà réalisés sur la période précoloniale et les enquêtes orales attestent de l'importance prise par ces plantes dans les exploitations agricoles de l'époque et dans le régime alimentaire des Burundais (en particulier pour le haricot).

En réalité, les transformations de l'agriculture et de l'élevage ont été nombreuses et profondes par rapport à la situation antérieure. Si l'introduction et la diffusion des plantes américaines accaparent en premier lieu l'attention, c'est peut-être davantage la généralisation progressive de la double culture - deux cycles de culture par an - et les perfectionnements enregistrés dans l'association agriculture - élevage qui constituent l'essentiel. Nous verrons que cet ensemble de transformations s'apparente à une véritable "Révolution Agricole."

1. Deux cycles de culture par an

La possibilité de faire deux cultures par an est liée à la mise en culture du maïs et du haricot du fait de la courte durée de leur cycle végétatif: environ trois mois pour le haricot, cinq pour le maïs. C'est semble-t-il à cette époque qu'apparaît le calendrier agricole moderne tel qu'il est pratiqué aujourd'hui par tous les agriculteurs burundais et qui distingue nettement par rapport au régime des précipitations trois saisons agricoles :

agatasi : septembre-décembre, c'est la **première saison de culture**, correspondant à la première partie de la saison des pluies, souvent qualifiée (abusivement) de "petite saison des pluies;"

umukubezi : décembre-janvier correspond à un ralentissement des précipitations, en général bien visible sur les diagrammes pluviométriques et appelé (également abusivement) "petite saison sèche." Il pleut moins mais l'interruption totale des pluies ne dure que quelques semaines quand elle a lieu;

- urushana* : février-mai, c'est la deuxième partie de la saison des pluies pendant laquelle est alors pratiquée la **deuxième saison culturelle**. On appelle aussi cette période la "grande saison des pluies." Elle correspond à une recrudescence des précipitations qui dure au moins 3 ou 4 mois;
- impeshi* : c'est la fin des pluies (fin mai-début juin) période où commencent les récoltes de la "2ème saison des pluies." C'est aussi sous ce nom qu'est désignée la deuxième saison de culture (la deuxième récolte).
- ici* : juillet-septembre, c'est la saison sèche pendant laquelle les bas-fonds et marais sont intensément cultivés aujourd'hui. Elle constitue une **troisième saison de culture**. Ces cultures de contre saison étaient très peu répandues (mais cependant connues) pendant la période précoloniale.

A partir du XVIII^e siècle donc, il semble que la majorité des agriculteurs burundais réservent cette "première saison de culture" aux plantes d'origine américaine. Haricot et maïs sont semés en même temps, associés, après les premières pluies d'octobre. Le haricot est récolté dès le mois de décembre et laisse la place au sorgho semé à la volée entre les pieds de maïs toujours en place. Après la récolte du maïs qui intervient pendant le "petite saison sèche" (janvier-février) et avant la recrudescence des pluies, le sorgho reste seul sur la parcelle. Il est moissonné alors que la saison sèche est déjà bien entamée, en juillet.

La parcelle est donc emblavée deux fois successivement la même année. Malgré la longue durée de la saison des pluies, cette double culture n'est possible qu'en faisant se chevaucher les deux saisons de culture, entre le semis du sorgho et la récolte du maïs (Schéma n° 2). Les parcelles ainsi emblavées étaient abondamment fumées à la bouse de vache, comme nous le verrons.

Schéma n° 2: Calendrier agricole de la double culture maïs+haricot / sorgho

	octobre	nov.	déc.	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet
maïs										
haricot										
sorgho

Première saison de culture.

Deuxième saison de culture.

Durée du cycle de la culture.

Cette association-succession de cultures - maïs+haricot/sorgho - était-elle pratiquée chaque année sur les mêmes parcelles? Sans doute, dans certains cas, mais on sait également qu'elle était parfois précédée d'une friche herbeuse, cette dernière étant ouverte à la culture par une culture de courge installée sur un véritable tapis de bouse de vache séchée. Cette pratique était-elle régulière? La séquence maïs+haricot/sorgho était-elle alors insérée dans une rotation de plus longue durée faisant intervenir une friche herbeuse de plus ou moins longue durée (une "jachère") et des cultures d'ouvertures? A moins que cette "tête de rotation" - la courge - ne soit réservée à l'ouverture de nouvelles terres après retournement d'une parcelle de pâturage? On sait également que l'éleusine, semée après une friche, servait également de culture d'ouverture cédant la place à l'association-succession maïs+haricot/sorgho (voir plus loin le cas de l'éleusine).

Qu'elle soit reconduite chaque année sur les mêmes parcelles ou séparée par des périodes de friche herbeuse, la combinaison de cultures maïs+haricot/sorgho était vraisemblablement la plus fréquente.²¹ Elle sera largement pratiquée jusqu'au milieu du XX^e siècle dans le centre du pays et est toujours pratiquée actuellement dans certaines régions de l'Est et du Nord-est du pays.

Néanmoins, la présentation du cas général ne doit pas occulter une certaine diversité des combinaisons et rotations de cultures, et des variations régionales importantes.

Par exemple, dans les régions les plus fraîches (au dessus de 2000 mètres d'altitude), la double culture serait plutôt basée sur les légumineuses en permettant donc deux récoltes de haricots par an et une de petits pois (au lieu de une récolte de maïs+haricots en première saison, une récolte de sorgho en deuxième saison). La rotation comprenait alors un cycle de petits pois²² semé en

deuxième saison, l'association-succession de cultures devenant alors: maïs+haricot/haricot+petit pois (ou petit pois seulement).²³

Dans les régions moins densément peuplées et moins arrosées de l'Est et du Sud-est (Buyogoma, Bweru), on pratiquait également deux cycles de haricots l'un après l'autre sur la même parcelle, car le rendement du premier était souvent hypothéqué par l'insuffisance des pluies pendant la première saison culturale. Le premier haricot était associé au maïs, le second conduit en culture pure ou parfois associé au sorgho. La combinaison était donc la suivante: maïs+haricot / haricot ou encore, maïs+haricot / haricot+sorgho. L'existence d'espaces encore vastes de savane arbustive (parfois même arborée) permettait également de semer du "haricot de deuxième saison" sur brûlis de savane, celui-ci permettant de se passer de fumure animale.²⁴

Enfin, les régions basses de la dépression du Tanganyika n'ont jamais connu de développement agro-pastoral semblable à celui des "hautes terres." Vers la fin du XIX^e siècle, les premiers explorateurs européens y ont observé de vastes plantations de palmiers à huile et des bananeraies installées sur les bords des cours d'eau. Le manioc était déjà cultivé partout dans la plaine de l'Imbo (en rotation avec une friche pluriannuelle arbustive), alors que son intégration dans les systèmes de production de "l'intérieur" du pays est beaucoup plus tardive (XX^e siècle). Maïs et haricot y sont cultivés en association avec les bananiers et le manioc, alors que le sorgho semble fort peu cultivé (l'éleusine non plus, mais ceci est surtout dû au climat trop chaud de ces régions). A l'exception de la dépression du Tanganyika, bananier et manioc occupent encore, à cette époque, une place peu importante dans les systèmes de culture du Burundi.²⁵

Si la combinaison de cultures maïs+haricot/sorgho était donc de loin la plus fréquente à l'échelle du pays tout entier, il faut souligner que les deux saisons culturales maïs+haricot d'une part, sorgho d'autre part, n'étaient pas toujours réalisées sur la même parcelle la même année. On pouvait aussi, sur une parcelle donnée, ne pratiquer qu'un cycle de culture par an et des rotations du type: maïs+haricot, en "première saison" de l'année n, suivi d'une friche jusqu'au mois de novembre de l'année n+1 où on semait le sorgho en "deuxième saison de culture" comme le montre le schéma n° 3.

Schéma n° 3: Calendrier agricole de la rotation maïs+haricot (première année) / sorgho (deuxième année)

Dans ce cas, la parcelle n'était emblavée qu'une fois par an mais alternativement en maïs+haricot associés ou en sorgho. Le choix de ne réaliser qu'une saison culturale par année sur une parcelle donnée était sans doute dicté, en partie, par les disponibilités en fumure animale (voir plus loin). Bien que l'agriculteur ne réalise dans ce cas qu'une saison de culture par an sur une parcelle donnée, cette rotation représente quand même un progrès substantiel de la productivité du travail, comme nous le verrons ci-dessous.

On retiendra de cette "nouvelle agriculture:"

- l'importance prise par le haricot (*phaseolus*) et le maïs dans les assolements et successions de cultures;
- le développement de la culture associée quasi systématiquement pratiquée en première saison avec maïs+haricot (association de culture typiquement latino-américaine);
- la possibilité de faire deux cycles de culture par an grâce au cycle court du haricot et au chevauchement partiel des cycles des deux céréales maïs et sorgho;²⁶

- la généralisation d'un nouveau calendrier agricole bouleversant l'emploi du temps des Burundais. C'est sur ce dernier point que nous nous attarderons un instant.

2. Un accroissement sans précédent de la productivité du travail

On se souvient que dans l'ancienne agriculture (antérieure à la généralisation des plantes d'origine américaine dans l'assolement), les semis du sorgho avaient lieu au début de la saison des pluies, ce qui paraît tout naturel,²⁷ et la moisson vers la fin de la saison des pluies, la durée des pluies étant égale ou supérieure à celle du cycle du sorgho. Il en allait de même pour l'éleusine. On peut en déduire que les travaux agricoles les plus durs étaient effectués en septembre-octobre pour la préparation du sol et les semis, en avril-mai pour la récolte épi par épi du sorgho et de l'éleusine, le séchage et le battage de ces céréales. Plusieurs phases de désherbage étaient sûrement pratiquées entre-temps, sarclage à la houe pour le sorgho, désherbage à la main (avec les doigts) pour l'éleusine.

La généralisation de nouvelles successions de cultures faisant intervenir maïs et haricot, modifie profondément ce calendrier de travail. Le décalage du cycle du sorgho - dont les semences sont, on l'a vu, différées au mois de décembre - fait apparaître une nouvelle phase de gros travaux agricoles aux mois de novembre-décembre correspondant à la récolte des haricots et à la mise en place de la culture du sorgho. Lui succède une nouvelle intervention en février (récolte du maïs et probablement sarclage simultané du sorgho). Avril est l'époque d'un deuxième sarclage effectué sur le sorgho, la récolte de l'éleusine s'étalant de mars à mai en fonction des variétés et des régions. Enfin une nouvelle période d'activité apparaît: le mois de juillet pour la récolte du sorgho.

Les Burundais de cette époque travaillaient donc davantage que leurs ancêtres. Car la généralisation de ces nouvelles successions de cultures et le report des semences du sorgho en décembre conduisent à un remplissage progressif du calendrier de travail des agriculteurs et à une meilleure répartition de la quantité de travail effectuée (elle même fortement accrue) tout au long de l'année. Cette nouvelle gestion du travail est de rigueur, que les parcelles soient emblavées deux fois par an ou qu'elles ne le soient qu'une fois par an. Dans ce dernier cas, certaines parcelles sont cultivées en maïs+haricot en première saison, d'autres en sorgho pendant la deuxième saison de culture. Que ce soit sur la même parcelle ou sur deux parcelles différentes, les agriculteurs peuvent désormais pratiquer deux cycles de cultures par an car les périodes de gros travaux ne coïncident pas. Cela leur donne plus de travail, bien sûr, mais on devine que la production obtenue par travailleur est considérablement accrue. Un même individu peut à la fois cultiver ce qu'il emblavait auparavant en sorgho et éleusine mais semer en supplément une surface équivalente en maïs+haricot. Au prix d'une augmentation importante de la quantité de travail fournie, la productivité globale du travail (la productivité nette par travailleur) s'accroît considérablement (même si la productivité d'une heure ou d'une journée de travail reste inchangée, les outils étant

restés identiques). En faisant l'hypothèse (simplificatrice) que la surface emblavée en éleusine reste par ailleurs inchangée, et que les rendements du sorgho et de l'éleusine sont identiques dans les deux situations, on peut en conclure, comme le montre le Tableau n° 1, que la production nette par actif et par an a été multipliée par deux. Cette estimation, bien que grossière, reste valable quelque soit le niveau absolu des rendements, pour lesquels une grande marge d'incertitude demeure.²⁸

Tableau n° 1: Estimation de la productivité du travail avant et après la généralisation des plantes d'origine américaine dans les assolements

	Avant			Après		
	S/actif (ha)	Rend.(qx/ha)	Prod./actif	S/actif (ha)	Rend.(qx/ha)	Prod./actif
maïs	0	-	0	0,5	4	2
haricot	0	-	0	0,5	6	3
sorgho	0,5	6	3	0,5	6	3
éleusine	0,5	4	2	0,5	4	2
Total	-	-	5 qx/actif	-	-	10 qx/actif

En cultivant chaque année 0,5 hectare de maïs+haricot/sorgho (deux saisons de culture) et 0,5 hectare d'éleusine (un cycle par an), ce qui représente à peu près le maximum de superficie que pouvait travailler une personne compte tenu des outils utilisés, un actif agricole pouvait donc produire 10 quintaux de grains par an (dont 3 de haricots) contre seulement 5 auparavant. Ainsi, chaque famille nucléaire (2 actifs) pouvait produire environs 20 quintaux de grains par an, contre une dizaine avec l'ancien système. Le progrès réside donc dans l'accroissement spectaculaire de la productivité du travail et non dans celui des rendements. Concernant l'évolution des rendements, nous ne disposons pas d'informations suffisantes pour en tirer des conclusions si ce n'est que c'est surtout la quantité de fumure animale disponible par hectare emblavé qui déterminait, plus que toute autre chose, le niveau des rendements, tout comme dans l'ancien système.²⁹

Les conséquences d'une telle progression de la productivité du travail sont, on s'en doute, considérables. Il n'est pas interdit de penser que ces progrès furent à la base de l'expansion démographique attestée à cette époque et de l'émergence progressive de forme supérieure d'organisation politique - la royauté - où la classe dirigeante (le roi et sa cour, les guerriers, etc.) est libérée des tâches productives. Nous en reparlerons plus avant.

Auparavant, il nous faut nous arrêter un instant sur les problèmes liés au maintien de la fertilité des parcelles emblavées. En effet, la généralisation progressive de la double culture par an sollicite davantage les réserves minérales de la couche arable et exige que soient mis en place parallèlement, des mécanismes plus efficaces de reproduction de la fertilité.

3. Les transferts de fertilité sont concentrés sur une partie seulement des terres assolées

Dans "l'ancienne agriculture," le maintien de la fertilité des parcelles emblavées (une fois par an) en sorgho ou éleusine était assuré grâce à la récupération des déjections animales nocturnes et leur épandage sur les terres assolées. On conçoit mal que la pratique de la double culture (deux récoltes par an) ait pu constituer un système durable sans que ne soient améliorés pour cela les mécanismes de reproduction de la fertilité. Deux hypothèses apparaissent alors.

La première serait une augmentation des effectifs du bétail et une intensification des transferts de fertilité opérés des pâturages vers les terres assolées. A la veille des grandes épizooties de la fin du siècle (1890-1910), il semble effectivement que le bétail était très nombreux au Burundi. Mais comment estimer cette augmentation des effectifs, si elle a bien eu lieu, et en déduire un éventuel accroissement de la quantité de bouses récupérées? Quoiqu'il en soit, l'accroissement démographique attesté pour cette période (voir plus loin) a sûrement été accompagné d'une augmentation importante de la surface cultivée, évolution qui aurait elle aussi gonflé les besoins en déjections animales susceptibles de compenser les exportations répétées d'éléments minéraux dues aux récoltes. L'accroissement du bétail ne pouvait donc suffire à satisfaire les exigences de la totalité des parcelles cultivées.

Une deuxième hypothèse consisterait à admettre que les déjections animales disponibles ont été peu à peu concentrées, en quelque sorte réservées, à une partie seulement des terres assolées. Nous pensons que les terres emblavées deux fois par an - et en particulier, bien sûr, celles soumises à la succession maïs+haricot/sorgho - se sont vu attribuer la part du lion tandis que l'éleusine était peu à peu comme repoussée sur des terres plus éloignées du *rugo*, désormais cultivée en rotation avec une friche herbeuse de plus ou moins longue durée, et privée de ce fait de tout apport de fumure animale. Deux types de rotations apparaissent dès lors, pratiquées sur des espaces distincts:³⁰

- Aux environs immédiats de la maison et de l'enclos à bétail: une rotation que nous qualifierons d'intensive, à base de céréales (maïs, sorgho) et de légumineuses (haricot, petit pois dans les zones d'altitude) à une ou, plus généralement, deux récoltes par an et abondamment fumée. Comme nous l'avons déjà signalé, deux ou trois années de ce type d'emblavement étaient suivies d'une friche herbeuse de quelques années. Cette friche était ensuite ouverte par une culture de courge installée après épandage de bouse de vache, ou par un cycle d'éleusine (celui-ci non fumé). Chaque saison de maïs+haricot donnait lieu à un important apport de déjections avant labour, suivi d'un autre - moins volumineux - avant le semis du sorgho. Il semble également qu'à ce type de rotation corresponde un labour profond (deux fers de houe,

c'est-à-dire 30 à 40 cm de profondeur, extrêmement exigeant en force de travail) effectué en début de première saison avant le semis du maïs+haricot. Outre l'enfouissement des déjections animales, ce labour avait surtout pour objet de permettre l'extirpation manuelle des racines de chiendent.

- Plus loin du *ruغو*: une rotation faisant intervenir l'éleusine seulement en rotation avec une friche herbacée (et pâturée) de plusieurs années. Cette friche était "ouverte" par plusieurs travaux successifs: un défrichage superficiel à la houe, destinée à dessécher les touffes d'herbe détachées mais incomplètement retournées; un brûlis partiel après séchage;³¹ enfin un labour peu profond (un fer de houe seulement), aucun apport organique n'étant pratiqué. D'après certains témoignages, ces parcelles n'auraient pas bénéficié de labour profond (un seul fer de houe) car le chiendent y était peu développé. Cette absence de chiendent sur les parcelles d'éleusine confirme l'hypothèse d'une séparation assez nette des terroirs. L'absence de chiendent serait due à la durée de la friche herbeuse et au développement d'une prairie à graminées dont la composition floristique se rapproche plus de celle des pâturages (*ishinge: eragrostis, umukenkenke: hyparrhennia, inyamavuta: melinis menituflora*) que de celle des friches de plus courte durée pratiquées sur les parcelles fumées proches de l'enclos et envahies de chiendent (*urwire: cynodon dactylon*). On retrouverait ici l'origine du système de culture de l'éleusine sur friche, système encore pratiqué aujourd'hui dans certaines régions (Buyogoma, Bweru).³²

Ce système de culture serait donc assez récent, lui aussi, et résulterait de la priorité accordée au maïs+haricot/sorgho dans la gestion des transferts de fertilité. L'éleusine aurait été, en quelque sorte, sacrifiée sur l'autel de la double culture par an. On comprend alors que l'éleusine était d'ores et déjà condamnée à n'occuper dans l'avenir qu'un maigre strapontin dans les systèmes de production du XX^e siècle.³³ Mais trop d'incertitudes demeurent pour clôturer ainsi le débat. L'agronomie de l'éleusine est encore largement méconnue,³⁴ en particulier tous les problèmes liés au désherbage de cette très petite céréale. Les difficultés rencontrées pour cette tâche et le temps de travail que cela demande à une époque où la double culture demande beaucoup de travail (mise en place et sarclage des cultures de deuxième saison) expliquent peut-être pourquoi l'éleusine ne fût jamais cultivée en deuxième saison, après un premier cycle de maïs-haricot, et ses semences non repoussées en décembre comme celle du sorgho. Elles expliquent aussi peut-être le désintérêt progressif que manifesteront les agriculteurs burundais pour cette culture au XX^e siècle.

Il va de soi que l'éleusine n'était pas cultivée exclusivement de cette manière. Nous avons vu qu'elle pouvait aussi intervenir en tête de rotation sur les parcelles proches du *ruغو* et destinées dans l'avenir à donner deux récoltes par an. Elle était peut-être également cultivée dans les bas fonds humides comme on peut le voir encore aujourd'hui occasionnellement (mais cela reste une hypothèse).

On voit donc se dessiner clairement une répartition des différents assolements en pseudo-auréoles concentriques à partir du *ruغو*, lieu de parcage nocturne des animaux. (Il ne s'agit pas d'auréoles symétriques car le *ruغو* est généralement situé au sommet des collines et les parcelles d'un côté seulement de la colline).

Courges et taro (du genre *colocasia*) sont cultivées préférentiellement sur les parcelles les mieux fumées. On décrit parfois des exploitations, bien dotées en bétail, où les tas de bouses de vache séchées se multipliaient aux alentours du *ruغو*, dépassant les capacités d'épandage de la force de travail (ou les besoins des champs?). C'est sur ces tas que les courges prospéraient. C'est aussi à proximité de l'enclos (parfois même en dedans) que seront plantés les tous premiers bananiers, au début du XX^e siècle.

On peut ensuite distinguer *indimo*, les champs de culture permanente (en fait à deux récoltes par an), de *ibinyovu*, les espaces de friche herbeuse pâturée et régulièrement retournée et emblavée en éleusine.

Ces espaces sont loin d'être figés. La constitution de ces différentes auréoles est lente et tend à progresser du centre vers la périphérie à partir de l'installation du nouvel agriculteur, comme le décrit J. P. Chrétien:

- d'abord un enclos construit sur un espace défriché récemment et planté notamment en éleusine;
- puis la transformation de ce premier défrichement en champs permanents (avec sorgho, haricots ...);
- le processus se poursuit par grignotages successifs jusqu'aux limites fixées par la nature (relief, etc.) les possibilités foncières ... et l'organisation même du travail (en particulier les distances acceptables pour le transport du fumier);
- les premiers champs permanents sont plantés en courges et bénéficient d'une fumure intense: ils évoluent vers le statut de jardins. La courge symbolise cette occupation de l'espace, l'extrémité de ses tiges rampantes marquant la fin des abords de l'enclos, l'endroit ultime où l'on raccompagne les visiteurs, c'est-à-dire *mu mitwe y'inzuzi*, à la tête des courges.³⁵

Une telle dynamique peut aussi être retrouvée dans l'évolution récente des systèmes de production (au XX^e siècle), en particulier sous l'impulsion du développement de la bananeraie.

Un gradient décroissant de fertilité apparaît du centre de l'exploitation vers la périphérie. Les parcelles proches du *ruغو* bénéficient d'apports importants de déjections animales, celles plus éloignées et en particulier celles consacrées à l'éleusine en étant rarement ou jamais pourvues. Les parcelles contiguës à l'enclos bénéficient en plus des ordures ménagères (cendres du foyer, épluchures) des déjections humaines, des eaux de pluies mélangées à l'urine du bétail qui sont évacuées vers le bas du *ruغو* et canalisées vers les parcelles contiguës, de la litière constituée par les feuilles de *ficus*.

L'hypothèse d'une concentration des déjections animales sur une partie seulement des terres assolées n'explique pas tout et il resterait à vérifier que, dans une étape antérieure, l'éleusine était effectivement fumée, tout comme le sorgho. Elle permet cependant d'expliquer en partie la performance et la durée d'un tel système agraire fondé sur la généralisation de deux récoltes par an. Elle éclaire également certains aspects de l'évolution de la place de l'éleusine dans le système agraire burundais en attendant que cette céréale et son histoire soient enfin mieux connues.

L'organisation de l'espace découlant de la mise en place de ces différents systèmes de culture est illustré par le schéma n° 4. Quelques restes de végétation arborée ou arbustive spontanée font encore partie de ce paysage, en particulier dans le fond des *talwegs* ou sur les parties les plus raides des versants qui bordent les marais. D'autre part, les pâturages communs ne sont pas indiqués sur le schéma. Ils occupaient dans certaines régions d'importantes superficies, en général situées sur les versants et sommets les plus escarpés et peu propices à l'installation des enclos. Des transferts de fertilité avaient donc également lieu à partir de ces espaces vers les terres cultivées de chacun.

Enfin, ce schéma ne reflète pas la diversité des paysages du Burundi précolonial. Toute la région du Mumirwa (les versants ouest qui plongent des hauteurs de la crête Congo-Nil jusqu'à la plaine de l'Imbo) présentait un aspect fort différent. A la marge du Royaume et nettement moins densément peuplé, le paysage de cette région était encore largement dominé par la végétation spontanée. Tandis que la forêt recouvrait encore les plus hauts sommets ainsi que le fond des *talwegs* les plus escarpés,³⁶ de nombreux versants évoluaient, au fur et à mesure de l'occupation humaine (pâturages entretenus par le feu), vers des sortes de savanes arborées où dominaient quelques espèces d'arbres résistants au feu ou volontairement préservés.³⁷ Il en va de même des régions de l'Est du pays (Buyogoma, Bweru, Kumoso) où des pans entiers de colline étaient encore couverts d'une savane arborée (dont le pâturage est régulièrement entretenu par le brûlis). Sur tous ces espaces de végétation arborée ou buissonneuse, d'autres systèmes de culture étaient pratiqués. Après plusieurs années de recrû arbustif, la végétation était abattue et brûlée au début du cycle de culture, les cendres ainsi libérées dispensant l'agriculture de fumer ces parcelles à la bouse de vache.³⁸

Schéma n° 4: Organisation de l'espace et transferts de fertilité sur une colline burundaise au XIX^e siècle

4. L'élevage bovin associé

Si l'accroissement des effectifs globaux du troupeau est probable pendant toute cette période, on ne sait rien de l'évolution des pratiques d'élevage. Les systèmes d'élevage plus anciens que nous avons évoqués sont très mal connus. Ce n'est que pour la fin du XIX^e siècle qu'il devient possible d'en préciser certains points grâce aux descriptions faites par les voyageurs ou les premiers rapports coloniaux du début du siècle, et grâce aussi aux témoignages des agriculteurs les plus âgés.

Les animaux étaient conduits au pâturage le matin et rentrés le soir, bovins et ovins ensemble,³⁹ caprins séparément. Tous les animaux passaient la nuit dans l'enclos sauf les veaux qui dormaient dans la maison d'habitation et bénéficiaient d'une litière (herbe). Les déjections animales, nous l'avons vu, étaient ramassées quotidiennement à la main (avec les doigts, aucun outil n'étant utilisé à cet effet) pour être soit entassées à proximité de l'enclos, soit déversées directement sur les champs avant labour.

Les disponibilités fourragères en saison sèche imposaient naturellement une limite assez stricte à la taille du troupeau. Trois types de fourrage étaient alors disponibles:

- les résidus de culture du sorgho (*bishakara*)⁴⁰ disponibles en juillet ;
- les herbes des marais et bas-fonds qui restaient humides en saison sèche (*ntaryama*) et certaines herbes des forêts galeries résiduelles (*bisakura*) ;
- les repousses des pâturages indivis (*manyovu*) après leurs brûlis effectués en fin de saison sèche (août).⁴¹

La saison sèche n'étant pas très longue au Burundi, du moins dans les régions les plus élevées où elle ne dure que 3 à 4 mois, ces ressources fourragères étaient semble-t-il suffisantes. Les cas de transhumance semblent plutôt rares à cette époque et principalement limités à la région d'altitude du Mugamba d'où certains troupeaux descendaient, semble-t-il, vers les zones marécageuses de la plaine de l'Imbo.⁴²

On peut reconstituer les modalités d'accès aux différents pâturages de la manière suivante :

Sur les sommets et versants des crêtes non habitées, il s'agit de pâturages "communaux" (au sens européen du terme) d'accès libre à tous les paysans d'une colline ou d'un ensemble de collines. Leur usage public aurait été garanti par le prince qui y interdisait la mise en culture.⁴³ Les bords des marais et forêts résiduelles étaient également d'accès libre à tous.

Tel n'est pas le cas, semble-t-il, des pâturages inclus dans les tenures paysannes. Si l'on s'en tient à ce que l'on peut dire de la situation au début de ce siècle, il s'agit de pâturages indivis entre les membres d'une même famille (entre les fils ou petits fils d'un même ancêtre). Ces pâturages sont en général circonscrits à une colline ou à un pan de colline et ne sont pas accessibles, du moins peut-on le supposer, aux voisins, sauf accord spécial. Il en va de même des friches de longue durée⁴⁴ et des résidus de sorgho qui ne seraient accessibles aux parents et voisins que dans le cas où leur propriétaire n'a pas de bétail.⁴⁵

Enfin, certaines ressources fourragères faisaient déjà l'objet d'une appropriation individuelle. Il s'agit (d'après Mworoha) des herbes des parcelles de haricot et petit pois après la récolte (*intebu*), des résidus de maïs (*biyogori*), des "herbes poussant au bas des champs" (*mivumba*, "à la limite des pâturages indivis familiaux"), des friches d'une saison (*birare*) et des "friches en vue de cultiver" (*biteme*).⁴⁶

On a l'impression que les résidus des "nouvelles cultures" (maïs, haricot) sont individuellement appropriées alors que l'accès libre aux résidus ne concerne que les "anciennes

cultures," sorgho et éleusine, comme si l'on voyait peu à peu se dessiner une appropriation individuelle de plus en plus marquée des ressources fourragères.

Notons toutefois qu'aucune restriction ne pouvaient entraver les déplacements des troupeaux du roi et des princes.

La littérature coloniale, comme les écrits postcoloniaux d'ailleurs, ont toujours qualifié l'élevage "indigène" ("traditionnel" pour les écrits récents) d'improductif. On peut lire par exemple: "les Warundis ne se livrent cependant à aucune spéculation zootechnique. Ils aiment à posséder le plus grand nombre de têtes de bétail possible, parce que c'est un signe de puissance, de richesse et de domination sur ceux qui n'en ont pas. Ils ne feront rien pour en augmenter la production."⁴⁷ Mais l'auteur se contredit aussitôt en écrivant: "néanmoins, si on laisse un indigène choisir dans un troupeau, son choix s'arrêtera naturellement sur la bête la plus volumineuse, la plus jeunes, qui présente le plus d'aptitude laitière et qui a les cornes les plus développées!"

En outre, et contrairement aux préjugés coloniaux et contemporains, les agriculteurs ne cherchaient pas à accroître coûte que coûte les effectifs de leur troupeau (pour en tirer un plus grand prestige social!). Ils ne gardaient pas toutes leurs bêtes. Si l'on en croit les statistiques du territoire de Muramvya pour 1929,⁴⁸ le sex-ratio des troupeaux indiquait déjà une quasi-spécialisation "naissuseuse": on y trouve en effet 71,57% de vaches et 86,36% de femelles (vaches + génisses)! Les taureaux ne représentaient que 2,11% des effectifs, preuve que la grande majorité des taurillons en âge de reproduire étaient abattus et consommés!⁴⁹

Outre son rôle premier et capital (à tous les sens du terme) de vecteur de transfert de fertilité, l'élevage bovin produisait donc du lait. Les vaches en lactation étaient traitées matin et soir, la plus grosse partie de ce lait étant transformée en beurre. La production peut être estimée à deux à trois litres de lait par vache et par jour, soit des lactations de 500 à 600 litres, voire 1000 litres dans certains cas.⁵⁰

En outre, beaucoup de soins étaient apportés aux animaux (nettoyage, détiqage, soins vétérinaires, apports complémentaires de sel ou de terre salée) comme furent obligés de le reconnaître les vétérinaires coloniaux.

Le fameux "prestige social," comme seule motivation des détenteurs de bovins, ne résiste donc guère à l'analyse. Si prestige social il y a - c'est une réalité - celui-ci découle de l'efficacité économique de l'association agriculture-élevage et des gains de productivité que cette association autorise. Aujourd'hui, comme hier, les déjections animales constituent un des principaux produits de l'élevage (et est souvent la seule justification de son maintien dans bon nombre d'exploitations agricoles actuelles). Là où les transferts latéraux de fertilité sont encore possibles aujourd'hui (là où il existe encore des pâturages) l'élevage fut-il "traditionnel" permet de concentrer la fertilité sur les terres assolées, d'accroître les rendements et de relever sensiblement le niveau de la productivité du travail. Le prestige social dont on gratifie les "éleveurs" est donc d'abord le fruit d'une plus grande productivité du travail et d'un accroissement de richesse de l'exploitation. Ce prestige est aussi dû à

la force de travail supplémentaire qu'il permet éventuellement d'obtenir par le biais des rapports sociaux *d'ubugabire* .

5. Rapports sociaux et gestion de la fertilité

Seul bien réellement accumulable (à part les houes), le bétail est à la fois le capital lui-même et le meilleur outil de transfert et de concentration de la fertilité sur les parcelles emblavées deux fois par an. Il est donc à la base des accroissements de productivité permis par la généralisation de la double culture: pas de bouse de vache, pas de double culture, partant pas d'accroissement de productivité.

La question de la répartition du bétail

Que dire de la répartition du bétail entre les Burundais de cette époque? Le bétail était-il concentré en peu de mains ou, au contraire, accessible à tous?

Au début de la période coloniale, le bétail bovin était très inégalement réparti et de nombreux agriculteurs en étaient dépourvus. Cette situation a conduit les missionnaires, ethnologues et autres observateurs de l'époque à formuler une interprétation dualiste de la structure sociale du pays. Il y avait donc, selon eux, d'un côté des éleveurs, de l'autre des agriculteurs. Cette apparente dichotomie fût hâtivement renforcée par une lecture purement ethnique de ce phénomène. Selon cette interprétation, la société d'alors était composée d'une ethnie d'éleveurs (les *batutsi* minoritaires et représentant 10 à 15% de la population) et d'une ethnie d'agriculteurs (les *bahutu*, largement majoritaires), classification complétée par une ethnie d'artisans ni éleveurs ni agriculteurs, les *batwa* (1% de la population environ). Cette classification s'imposait aux yeux des européens d'alors, toute différence ne pouvant qu'être ethnique dans l'idéologie dominante de l'époque. Elle reflétait à la fois les besoins et les normes de l'idéologie coloniale, renforcée à grand renfort de théories "scientifiques" basée sur la hiérarchie des races.⁵¹ On connaît le poids qu'a gardé cette idéologie dans la période postcoloniale et la gravité de ces conséquences aujourd'hui.

Mais on sait maintenant que Hutus et Tutsis, groupes qui ne se distinguent ni par la langue, ni par la culture et dont l'origine différente n'est pas prouvée, correspondent davantage à des catégories héréditaires qu'à des groupes "ethniques" au sens que les ethnologues ont donné à ce mot. La "conscience ethnique" de ces deux groupes, aujourd'hui réalité incontournable et aux conséquences le plus souvent dramatiques, est bien davantage le fruit d'une construction récente plutôt que la résurgence d'un conflit ancestral. Bien qu'il ne soit pas de nos compétences d'approfondir la question de l'origine de ces "ethnies," il nous faut réfléchir sur la "spécialisation socioprofessionnelle" que l'on attribue également à ces deux groupes. Les Tutsis sont-ils vraiment éleveurs et les Hutus agriculteurs, ou ce schéma est-il, lui aussi, une vue de l'esprit?

En réalité, s'il existait effectivement au début de ce siècle des gens qui possédaient beaucoup de bétail (20 à 30 têtes dans certaines régions, plus de 100 dans d'autres) et d'autres qui ne possédaient pas même une chèvre, on peut affirmer que la majorité des agriculteurs de l'époque avaient du bétail: quelques chèvres pour certains, un petit troupeau bovin pour d'autres, les gros troupeaux étant assez peu nombreux. Entre les plus grands éleveurs (les dirigeants de la royauté) et leur dépendants dépourvus de tout bétail, existaient de très nombreux agriculteurs-éleveurs indépendants et formant majorité.⁵²

Dans le Mugamba-sud, par exemple, la moitié des producteurs possédaient du bétail au début du siècle, la plupart d'entre eux ayant des troupeaux de 2 à 10 têtes de gros bétail ou leur équivalent en petit bétail (chèvres).⁵³ Dans la région du Buyenzi, 55% des producteurs possédaient du bétail. Parmi eux, la moitié n'avaient que de petits troupeaux - un ou deux bovins ou quelque chèvres - tandis que les autres possédaient 4 ou 5 bovins, les mieux dotés (en excluant les princes) en ayant 20 ou 30.⁵⁴ Dans le Buyogoma (Est du pays), les paysans complètement dépourvus de bétail ne représentaient que 5% des producteurs. La majorité des producteurs (60%) élevaient une ou deux têtes de gros bétail ou leur équivalent en petit bétail (chèvres), 30% possédaient des troupeaux de 5 à 10 bovins tandis que les 5% restant avaient des troupeaux bovins de plusieurs dizaines de têtes.⁵⁵

Tel est l'état de la différenciation paysanne que l'on peut reconstituer pour les premières décennies du XX^e siècle. L'inégale répartition du bétail était une réalité au début du siècle mais on est très loin de la dichotomie agriculteurs/éleveurs généralement présentée.⁵⁶

On sait également qu'une grosse partie du bétail burundais avait été décimé pendant les grandes épizooties du tournant du siècle (1890-1910). 50 à 70% du bétail avait péri pendant ces quelques décennies (voir suite, § 7). Pour faire face au fléau et sauver ce qui pouvait l'être, il semble que le bétail survivant ait été rassemblé (ou confisqué à ceux qui en avait encore) en quelques sites et concentrés entre les mains d'un petit nombre d'éleveurs (roi et aristocratie princière). Il aurait été ensuite progressivement redistribué comme cela se faisait habituellement au bénéfice des courtisans. A l'arrivée des Européens, il est donc probable que la répartition inégalitaire du bétail qui prévalait à l'époque ne reflétait pas fidèlement celle de la société agro-pastorale antérieure aux grandes épizooties. Le caractère très inégal de la répartition du bétail au début du XX^e siècle et l'existence de nombreux producteurs sans bétail auraient alors donné aux colonisateurs une image quelque peu déformée de la société précoloniale, et seraient à l'origine de l'interprétation en terme d'antagonisme agriculteur/éleveurs.

Si la réalité de la répartition inégalitaire du bétail -source et manifestation de l'accumulation différentielle du capital- reste incontestable, il n'est cependant pas interdit de retenir l'hypothèse que la grande majorité des agriculteurs burundais du XIX^e siècle avait accès au bétail, petit ou gros.

Les rapports sociaux d'ubugabire

Parmi ceux qui ne possédaient aucun bétail, beaucoup avaient malgré tout accès aux activités d'élevage, lorsqu'un gros éleveur leur confiait une vache dans le cadre des rapports sociaux *d'ubugabire*. Ces "contrats de vache," très répandus dans le royaume au XIX^e siècle étaient établis entre un possesseur de bétail (ayant le plus souvent un troupeau important) et un agriculteur généralement dépourvu de gros bétail. Après une période plus ou moins longue pendant laquelle le prétendant apportait des cadeaux (des cruches de bière de sorgho) au propriétaire du bétail, ce dernier finissait par accepter, devant témoins, de "donner" une vache au demandeur qui devenait en quelque sorte son protégé. Ce dernier pouvait continuer à apporter régulièrement des cadeaux à son bienfaiteur, lui remettre une génisse issue de la vache donnée ou l'aider à effectuer certaines tâches ou travaux agricoles.

Ce rapport social, caractéristique des royaumes interlacustres d'altitude (en particulier le Burundi et le Rwanda) a été décrit et interprété de différentes manières.

Certains y ont vu l'expression d'une véritable "féodalité pastorale" en faisant du "contrat de vache" un rapport d'exploitation entre le seigneur-éleveur et ses agriculteurs demandeurs de vaches et réduits au servage. L'obtention d'une vache de la part du "seigneur" aurait été assujettie au versement indéfini de prestations (produits agricoles, corvée) de la part du receveur.⁵⁷

Mais ce rapport social connaissait de nombreuses variantes régionales ou liées aux types de relations existant entre les deux parties. C'est ce qui a conduit, récemment, à la remise en cause du caractère féodal du "contrat de vache." Plusieurs historiens soutiennent que cette relation n'était pas nécessairement un rapport d'exploitation mais pouvait aussi s'établir entre partenaires égaux dans le cadre de rapports de réciprocité (don/contre don) et de complémentarité.⁵⁸ On donnait "gratuitement" une vache mais le bénéficiaire avait préalablement donné plusieurs cruches de bière et en donnait d'autres après avoir obtenu la vache convoitée.⁵⁹ Il s'établissait alors entre le donneur et le receveur, une quasi-relation de parenté, semblable à celle qui unie deux familles à l'occasion de la cérémonie de dot d'une jeune fille.⁶⁰

Que retenir d'un tel débat si ce n'est la diversité des situations regroupées sous ce terme *d'ubugabire*. S'il n'est pas de notre ressort de trancher pareil débat, il nous semble néanmoins possible de formuler quelques hypothèses concernant les conséquences agro-économiques d'un tel rapport social.

Si la relation de "contrat de vache" s'établit entre un propriétaire de bétail et un agriculteur dépourvu de bétail (tout le monde semble d'accord sur ce point) il s'agit bien par conséquent d'un rapport entre un détenteur de capital (par définition) et un agent économique sans capital: un rapport entre deux types d'agents économiques inégalement dotés de capital, un rapport de classe quoi qu'on en dise.⁶¹ Mais le bétail n'est pas seulement capital. Il est aussi, nous l'avons vu, un vecteur de transfert de fertilité sans lequel ce système agraire n'aurait sans doute pas vu le jour. Or, les rapports sociaux *d'ubugabire* (le contrat de vache) modifient ces transferts de fertilité en multipliant le nombre des bénéficiaires. Sans être nécessairement "propriétaire" à part entière de la vache qui lui était "donnée," l'agriculteur bénéficiait ainsi des transferts de fertilité opérés par l'intermédiaire de

cet animal des espaces pâturés vers les terres assolées. C'est lui, celui qui recevait la vache, qui bénéficiait des déjections animales que la stabulation nocturne permettait de récupérer (au moins la moitié des déjections totales).

Sans bouse de vache, la pratique du nouveau calendrier agricole était impossible, du moins durablement. Si l'on se réfère aux accroissements de rendement constatés aujourd'hui lorsqu'on apporte du fumier (ou de la bouse de vache séchée) aux cultures vivrières, on est en mesure d'affirmer que les gains de productivité jadis permis par l'obtention d'une vache en "contrat de vache" dépassaient largement la valeur des redevances et "cadeaux" que le bénéficiaire était tenu de verser à celui qui lui avait donné une vache. Se faire ainsi attribuer une vache était le seul moyen à la portée des agriculteurs dépourvus de bétail pour augmenter la productivité de leur travail. Aujourd'hui encore, de nombreux agriculteurs gardent chez eux un taurillon, une génisse (ou même du petit bétail) dans le seul but de disposer librement des déjections de cet animal. L'animal ne leur appartient pas et tout le travail et l'alimentation de l'animal sont à leur charge. Mais disposer de bouses de vache ou de fumier ouvre la porte aujourd'hui à des cultures hautement rémunératrices (pomme de terre, tabac, par exemple) comme cela permettait, dans le temps, de lever deux récoltes par an sur la même terre.

Si la propriété du bétail était sûrement très inégalitaire, (concentration accentuée par les épidémies de la fin du siècle) et l'expression d'une accumulation différentielle du capital, sa distribution entre de très nombreux agriculteurs (dépendants ou non) rendait possible et effective une réelle association agriculture-élevage au sein même de chaque unité de production paysanne. Les rapports sociaux d'ancien régime (*ubugabire*) permettaient donc une distribution de la bouse de vache moins inégalitaire que ne l'était la propriété du bétail, et un transfert de fertilité effectif au profit de la majorité des exploitations agricoles de l'époque. On peut penser que tous, ou presque, en profitaient. Les plus mal lotis pouvaient quand même obtenir de leur "patron" quelques paniers de bouses de vache, fusse en échange de travail.

Du côté du donneur de vache, on pourrait rajouter que les "contrats de vaches" (de même que les redistributions de bétail qui avaient lieu à la cour du roi et des princes) n'étaient pas sans atténuer les risques inhérents à l'élevage. En donnant plusieurs vaches à des personnes différentes (et pouvant habiter dans des collines ou régions différentes),⁶² l'éleveur diminuait les risques sanitaires et les contraintes fourragères tout en s'assurant de pouvoir reconstituer son cheptel rapidement en cas de "coup dur," grâce aux relations de solidarité que sous-tendent un tel contrat.⁶³ Le "contrat de vache," en tant que rapport social, permettait donc une limitation globale des risques encourus, qui permettait à chaque éleveur de "ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier."

L'association agriculture-élevage au centre du système agraire

Tout ce passe, en quelque sorte, comme si les rapports sociaux *d'ubugabire*, aussi inégalitaires qu'ils puissent paraître, avaient permis la généralisation de l'association agriculture-élevage à la quasi totalité des exploitations agricoles de l'époque, au delà des inégalités enregistrées

sur la propriété du bétail. Dans la région du Mugamba-sud, par exemple, nous avons vu ci-dessus que la moitié des producteurs possédaient du bétail au début du siècle (donc après les grandes épizooties de la fin du XIX^e siècle). Parmi ceux qui n'en avaient pas en propriété, la plus grande partie (30% du total des producteurs)⁶⁴ pratiquaient tout de même les activités d'élevage après avoir constitué, grâce au rapport d'*ubugabire*, de petits troupeaux de un ou deux bovins (ou l'équivalent en chèvres). Cela porte à 80% la proportion de paysans pratiquant l'élevage dans cette région au début du XX^e siècle.

La généralisation de la double culture par an et l'imbrication nouvelle des calendriers de travaux ont permis un doublement de la productivité du travail. Cette véritable révolution agricole n'aurait pas pu avoir lieu sans que la pratique de l'élevage (et non pas forcément la propriété du bétail) ne soit généralisée. La répartition et la gestion de la bouse de vache (et des crottes de chèvres) sont donc au centre de ce processus!

En conclusion, on peut affirmer que la plupart des agriculteurs étaient donc aussi éleveurs. De même, ceux que l'on qualifie parfois d'éleveurs en les opposant aux cultivateurs étaient eux mêmes les plus grands agriculteurs de la colline! Les effectifs de leurs troupeaux déterminaient en effet la surface qui pouvait être convenablement fumée, le niveau des rendements et l'importance de la force de travail dont ils disposaient grâce aux redevances en travail souvent versées dans le cadre des relations d'*ubugabire*. La récolte de sorgho et sa transformation en bière étaient d'ailleurs à la base, tout autant que le bétail, du réseau de clientélisme et de dépendants qu'ils permettaient de constituer autour d'eux. Contrairement à une interprétation hâtive de l'histoire, on peut penser qu'il n'y avait donc guère d'élevage, petit ou grand, qui ne soit intimement lié à la culture, et fort peu d'agriculteurs qui ne pratiquaient pas eux mêmes les activités d'élevage. La dichotomie trop souvent présentée entre agriculteurs et éleveurs n'est donc pas conforme à la réalité concrète du Burundi précolonial. Elle apparaît davantage comme une construction intellectuelle trop simple - mais abondamment ressassée à des fins idéologiques et politiques - et totalement déconnectée des impératifs matériels de la reproduction de la fertilité des terres cultivées. Les paysans burundais n'étaient ni agriculteurs, ni éleveurs: ils étaient, pour la plupart, agriculteur-éleveurs, ces deux types d'activités étant combinées au sein de leur unité de production.⁶⁵

Cette généralisation de l'association agriculture-élevage au sein de chaque unité de production paysanne ne signifie nullement que tous les producteurs burundais étaient placés sur un pied d'égalité et partageaient la même condition sociale. Le bétail, unique richesse accumulable et principal vecteur de transfert de fertilité au profit des terres de culture, était justement au centre des mécanismes d'accumulation différentielle du capital. Il constituait donc le facteur de différenciation par excellence et le critère par lequel on appréciait le mieux la richesse relative ou la pauvreté des Burundais.

6. Croissance démographique et répartition du surplus

Il est désormais acquis que la région des Grands Lacs a connu une croissance démographique continue et soutenue tout au long du XVIII^e et du XIX^e siècles, du moins jusqu'aux grandes épidémies de la fin du siècle (1890).⁶⁶ Les premières estimations démographiques coloniales font état d'une densité démographique de 55 hab/km² pour le début du XX^e siècle (58 hab/km² pour le Rwanda).⁶⁷ Ce chiffre peut être considéré comme un minimum dans la mesure où cette estimation fut réalisée après la grande crise démographique attestée pour la dernière décennie du XIX^e siècle. Cette forte densité démographique (exclusivement rurale) apparaît comme le résultat d'une expansion importante du peuplement, véritable "poussée démographique interne" dont la force se manifeste par une extension politique et militaire du royaume du Burundi.⁶⁸

Une amélioration substantielle de l'alimentation

On ne peut, bien sûr, s'empêcher de relier cette croissance démographique aux progrès importants de l'agriculture que nous avons analysés ci-dessus. L'imbrication des calendriers de travail des agriculteurs (la possibilité pour chaque actif de récolter plusieurs fois par an, que ce soit sur la même parcelle ou sur des parcelles différentes), la généralisation de l'association agriculture-élevage à la majorité des agriculteurs et la concentration des transferts de fertilité sur le sorgho et les légumineuses ont permis un accroissement substantiel de la quantité de grains produite par actif: 10 quintaux par travailleur et par an (Tableau n°1), soit au moins 20 par famille nucléaire; c'est à dire davantage que ce qui serait exigé pour couvrir les besoins caloriques minimaux de la famille (10 à 15 quintaux au maximum pour une famille de cinq à six personnes).

La qualité de l'alimentation a aussi été améliorée avec la diversification du matériel végétal disponible. Outre la pâte de sorgho et celle d'éleusine, la bière de sorgho (dont on oublie trop souvent le rôle nutritif), les gens mangeaient désormais des haricots (avec un peu de maïs) tous les jours, au moins pendant les mois qui suivaient la ou les récoltes saisonnières. Les légumineuses occupaient donc une place de plus en plus importante dans l'alimentation des Burundais, devenus de véritables mangeurs de haricots si l'on en croit certaines descriptions du début du XX^e siècle.⁶⁹ Cette image est quelque peu exagérée, l'alimentation étant encore basée sur les céréales, mais l'importance des légumineuses est incontestable. Elles fournissent l'essentiel des apports protéiques, ces derniers étant complétés par le lait et le beurre (la consommation de ces produits étant bien sûr fort inégale à l'image de l'inégale répartition du bétail).

Enfin, l'étalement des récoltes, permis par la double culture, et le réaménagement des calendriers de travail autorisent désormais l'obtention de quatre récoltes échelonnées dans le temps de la manière suivante (aux variations régionales près):

- en décembre, le haricot,
- en février, le maïs,

- en avril, l'éleusine (c'est le seul point inchangé),
- en juillet, le sorgho.

(+ parfois une deuxième récolte de légumineuses - haricots ou petits pois - en mai-juin).

L'intervalle le plus long entre deux récoltes est donc réduit de 11 mois (à l'époque où l'on cultivait surtout éleusine et sorgho, semés tous deux après les premières pluies) à cinq mois, entre juillet, époque de récolte du sorgho, et décembre, où l'on dispose de la nouvelle récolte de haricots. On peut aussi en déduire que les problèmes de stockage et de conservation des récoltes étaient plus faciles à surmonter, les pertes après récolte sensiblement réduites.⁷⁰ En outre, la multiplication des récoltes et leur étalement sur plusieurs saisons diminuaient fortement les risques climatiques, les différentes récoltes ayant fort peu de chances d'être compromises simultanément.⁷¹

Quantité, qualité et sécurité de l'alimentation ont donc été considérablement améliorées. L'essor démographique que l'on connaît pour cette période n'aurait pas été possible sans un tel progrès de la production alimentaire par actif.⁷²

Le renforcement d'une société tributaire

C'est aussi à cette même époque (XVIII^e et XIX^e siècles) - tout semble alors étroitement corrélé - que l'on assiste à la formation d'une classe dirigeante non productive, à la généralisation d'une forme d'organisation politique supra-lignagère (unification et expansion du Royaume) et à la mise en place d'une société tributaire centralisée.

La fondation du Royaume (en réalité son unification) est réalisée au XVII^e siècle.⁷³ Celui-ci s'étend alors sur les hautes terres centrales du Burundi comprises entre 1500 et 2500 m d'altitude. Les XVIII^e et XIX^e siècles sont marqués par la consolidation de cette monarchie sacrée et son extension, en particulier pendant la première moitié du XIX^e siècle qui voit naître le "grand Burundi" dans ses frontières actuelles. Expansion démographique rime alors avec impérialisme politique. Tandis que l'on peut attester des mouvements démographiques centrifuges et des flux de "colonisation agricole" vers la périphérie du Royaume, les régions de l'Est (Buyogoma, Bweru) et du Nord Est (Bugesera, Bugufi) sont annexées comme en témoignent encore aujourd'hui les restes (les arbres) d'enclos de dirigeants importants installés à cette époque (en particulier sur les reliefs de la chaîne Mpungwe - Musongati).⁷⁴ "... l'étude des conquêtes ... couplée et confrontée à des enquêtes généalogiques signale le poids des migrations parcellaires, la continuité des mouvements de défrichements et d'occupation de terroirs que le pouvoir central a parachevé d'une conquête militaire et politique."⁷⁵

L'unification et le renforcement du Royaume sont donc contemporains de la diffusion des plantes américaines dans les assolements et de l'ensemble des transformations agraires analysées ci-dessus. Cette véritable "révolution agricole" est inscrite dans l'idéologie même de la monarchie et manifestée annuellement à l'occasion de la grande "fête nationale" du Royaume: la célébration du rite agraire du *Muganuro*, la fête des semailles du sorgho.

Nul ne pouvait semer le sorgho avant que le Roi n'en ait donné la permission à l'issue de cette gigantesque fête annuelle du royaume. Artificiellement repoussées trois mois après le début de la saison des pluies, les semailles du sorgho donnaient lieu à un interdit rigoureux (interdiction formelle de semer avant la fête) et à une véritable "planification" centralisée et sacralisée. "L'interdit était depuis si longtemps intériorisé qu'aux yeux de tout le monde, passer outre cette règle aurait entraîné le pays à la ruine."⁷⁶ Ce rituel agraire cristallisait, institutionnalisait ainsi dans l'idéologie sacrée du Royaume la possibilité de réaliser deux cycles de culture par an et quatre ou cinq récoltes différentes échelonnées dans l'année. Il sacralaisait en quelque sorte une révolution des calendriers de travail et l'accroissement consécutif de la production de grain par actif.

Ces transformations agraires sont donc inscrites dans l'idéologie sacrée du Royaume par ce rituel agraire hautement significatif. La généralisation des plantes d'origine américaine, la modification du calendrier agricole et la double culture annuelle, l'unification du royaume, la sacralisation idéologique des semailles du sorgho et le développement des "contrats de vache" (*ubugabire*) apparaissent donc comme intimement liés. Le déroulement même des cérémonies du *Muganuro* pouvait être assimilé à une vaste représentation théâtrale et commémorative du mythe fondateur du Royaume, lorsque les ritualistes chargés de la liturgie du sorgho et la foule qui les accompagne effectuaient le long trajet du Sud au Nord qu'aurait effectué, jadis (au XVIII^e siècle), le roi fondateur du royaume.⁷⁷ L'origine de ce rituel est donc bien à mettre en relation avec l'avènement de la monarchie unifiée et avec la généralisation de la culture des plantes américaines.⁷⁸ On voit mal comment il aurait été possible de retarder ainsi les semis du sorgho - et la récolte - sans avoir la perspective d'une récolte toute proche de haricots et de maïs (celle d'éleusine en mars-avril n'étant sans doute pas suffisante pour attendre aussi longtemps). Issu des anciennes cérémonies familiales de semailles du sorgho (et des prémices de l'éleusine) le rituel royal du *Muganuro* aurait pris de plus en plus d'ampleur au XVIII^e et XIX^e siècle et occulté progressivement les cérémonies plus modestes réalisées au sein des familles et des lignages.⁷⁹

Transformations agraires, rapports sociaux et rituel agraire apparaissent ainsi étroitement liés.⁸⁰ Il reste néanmoins permis de s'interroger sur le rôle effectif de cette cérémonie - et surtout de l'interdit qui la précède - dans les transformations agraires de l'époque. Si cet interdit était semble-t-il assorti de sanctions sévères (amende, confiscation des terres) réservées aux récalcitrants, il est probable que les agriculteurs burundais auraient mis à profit de la même manière la possibilité de faire deux cultures par an, (qui leur était offerte par la généralisation des plantes américaines), quelque soient le système politique mis en place et l'idéologie qui lui servait de base. On peut donc faire l'hypothèse que le rituel du *Muganuro* n'est pas à l'origine de ces transformations. Il est venu cristalliser et sacraliser les pratiques paysannes nouvelles, certes, mais déjà généralisées. Si la destruction coloniale des "rites païens" par les missionnaires du début du XX^e siècle a provoqué un relâchement de la "discipline collective" et entraîné des semis "désordonnés" du sorgho⁸¹ (de septembre à décembre) c'est que d'autres transformations agraires étaient en cours, transformations qui reléguaient peu à peu le sorgho à un rôle secondaire.

Les prélèvements

L'unification du royaume, puis son expansion, ont conduit à la formation d'une classe dirigeante relativement nombreuse (roi, princes de sang gouvernant chaque petite région du pays, devins, vestales, ritualistes, tambourinaires, guerriers) qu'il fallait bien nourrir. L'émergence de cette structure en partie "supra-lignagère" nécessitait la mise en place d'un système tributaire capable de drainer vers l'aristocratie une partie du surplus paysan.

L'ensemble des prélèvements - tribut, corvée - étaient "justifiés" idéologiquement par la "propriété éminente" du Roi sur l'ensemble des terres et du bétail, et son droit absolu de confisquer et/ou réquisitionner terre et bétail aux sujets insoumis. Les princes installés dans les différentes régions du pays et qui disposaient d'une sorte de délégation du pouvoir royal avaient donc toute liberté pour attribuer ou, au contraire, confisquer les terres à leurs sujets. Il est difficile de vérifier si les chefs exécutaient souvent ce genre de sentence (expulsion) ou pas. On peut penser néanmoins que tel n'était pas leur intérêt,⁸² soucieux qu'ils étaient de maintenir sous leur pouvoir politique le plus grand nombre possible de sujets tributaires.

Au XIX^e, c'est la tenure foncière paysanne qui domine: peu de "grands propriétaires" à part le Roi,⁸³ les princes, les devins et ritualistes de la cour, et relativement peu de paysans sans jouissance foncière. Ces derniers existaient cependant et peuvent très schématiquement être classés en deux groupes: les *bashumba* constituaient un groupe de dépendants aux services des gens aisés (chefs ou agriculteur-éleveurs riches) et entièrement dépossédés de tous moyens de production. Soumis à leur patron et protégés par lui, ils échappaient ainsi au versement du tribut.⁸⁴ Un deuxième groupe était constitué de paysans (les *bagererwa*) auxquels on accordait un lopin de terre à mettre en culture en échange de différentes prestations dues aux "propriétaires."⁸⁵

A l'exception de ces deux groupes de producteurs, il semble que la majorité des paysans travaillaient leurs propres terres et pérennisaient la sécurité de cette tenure par le versement régulier du tribut, les producteurs directs représentant environ les 2/3 de la paysannerie du royaume.⁸⁶

La mesure des prélèvements opérés sur la paysannerie est une tâche éminemment politique. Les historiens de l'époque coloniale ont mis l'accent sur la lourdeur des prélèvements et corvées précoloniaux, faisant de l'ancien Royaume un "horrible système féodal." Plus récemment, d'autres travaux réalisés par des historiens de l'Université du Burundi ont insisté au contraire sur le caractère "raisonnable" de ces prélèvements en s'appuyant sur la mémoire collective recueillie par enquête et qui ne semble pas garder un souvenir accablant de ces prélèvements, par comparaison avec l'époque coloniale.⁸⁷

Le tribut était quasi-exclusivement versé sous forme de sorgho-grain ou de sorgho-bière. Les redevances dues au Roi se limitaient, semble-t-il, à une cruche de bière de sorgho par famille (l'équivalent d'un panier de sorgho) versée à l'occasion de la fête des semailles du sorgho auquel se rajoutait un panier de sorgho fourni en grain.⁸⁸ Il fallait en sus verser aux chefs régionaux (les

princes de sang) une autre cruche de bière de sorgho par famille pour assurer la pérennité de la tenure foncière.⁸⁹ Ceux qui disposaient d'un troupeau bovin conséquent fournissaient une vache/an à la classe dirigeante, tandis que les agriculteurs des régions périphériques de plus basse altitude versaient leur tribut en sel, en noix de palmiste, en poterie, ou en hydromel, ces redevances se substituant alors à celles en sorgho qui concernaient la plus grande partie de la paysannerie.⁹⁰

Le total des prélèvements annuels en nature représenterait alors la quantité de sorgho équivalente à la nourriture d'une famille pendant 15 à 30 jours.⁹¹ Cette quantité de grain était donc dans l'absolue faible, inférieure à un quintal de grain par famille et par an. Pour mesurer la lourdeur des redevances versées par les paysans, il faut les comparer à la quantité de grains produite par actif. Si nous reprenons le panorama simplifié dressé dans le tableau N° 1, où l'on estimait à environ 10 quintaux la production annuelle d'un actif et à 20 celui d'une famille, on peut en déduire que le tribut versé ne représentait qu'une faible part de la production familiale, aux environs de 5%. En outre, ce tribut était prélevé par enclos (contenant éventuellement plusieurs familles nucléaires), ce qui pouvait alléger la contribution de chaque famille nucléaire. Enfin, d'autres productions venaient compléter la ration sans faire l'objet de prélèvements supplémentaires: courge, taro (*colocasia*), igname et toutes les productions secondaires déjà citées (légumes, etc.).

Néanmoins, le tribut étant fixe - non proportionnel à la récolte ou à la dimension du groupe familial - il pénalisait plus durement les familles peu nombreuses, les groupes restreints, et ceux qui ne bénéficiaient ni de terres fertiles ni de troupeaux suffisants pour en accroître la fertilité. Du niveau des rendements obtenus (très variable d'une exploitation à l'autre, d'une région à l'autre et en fonction des effectifs du troupeau et de la quantité de déjections nocturnes récupérées dans l'enclos) dépendait donc la lourdeur relative des prélèvements.

Les prestations en travail, quant à elles, concernaient essentiellement le travail effectué sur les domaines du Roi et sous forme de prestations saisonnières plus ou moins volontaires, la réfection périodique des résidences royales (enclos + huttes) et en cas de conflit, la participation à la guerre. L'importante population du royaume (la forte densité démographique) permettait de diluer quelque peu les exigences en travail de la classe dirigeante. Le nombre de journées de travail consacrées à ces travaux restait par conséquent modéré: entre 10 et 50 jours de travail par actif et par an d'après les estimations réalisées par R. Botte pour le territoire de Muramuya en 1929,⁹² et même moins d'après E. Mworoha (4 à 8 jours par an et par cultivateur).⁹³ Pour chaque travail, on faisait appel à un homme adulte par enclos (et non pas par famille nucléaire).

Comme dans le cas des contributions tributaires versées en nature, les prestations sous forme de corvée étaient fixes, quelque soit la dimension du groupe familial et touchaient donc plus durement les groupes de petite dimension. Elles pouvaient être perçues comme insignifiantes ou au contraire insupportables selon qu'il s'agissait d'un groupe familial nombreux ou d'un groupe restreint disposant de peu de force de travail.⁹⁴ En outre, les travaux exécutés sur les champs du Roi (en particulier pour la culture du sorgho) avaient lieu alors que les prestataires devaient aussi les exécuter chez eux au même moment, ce qui pouvait entraîner des chutes de rendements importantes.

L'ensemble de ces prélèvements n'a jamais permis l'édification de villes, monuments ou temples somptuaires. Les "capitales royales" nombreuses et dispersées sur les collines de l'ensemble du royaume n'étaient que de simples enclos et huttes, plus grands que les autres certes, mais construits de façon identique, avec les mêmes matériaux. Point d'accumulation gigantesque de richesses, donc, si ce n'est les troupeaux du roi (plusieurs milliers de têtes) et des chefs et leurs domaines fonciers respectifs.⁹⁵

Malgré le caractère relativement modéré des prélèvements effectués, la mise en place d'une société tributaire et l'entretien d'une classe dirigeante relativement nombreuse et dispensée des tâches productives nécessitaient que d'importants progrès de la productivité du travail aient été réalisés simultanément. Il est probable que cette période (XVIII^e - XIX^e siècles) ait également vu le renforcement progressif de la petite tenure paysanne (et du groupe familial restreint) au détriment de la propriété lignagère, évolution à mettre en parallèle, là aussi, avec l'émergence de structures politiques supra lignagères et d'un système tributaire organisé, si non par ménage, du moins par groupe restreint. Alors que les transformations de l'agriculture permettent peu à peu aux agriculteurs de produire plus (la productivité du travail double), tout se passe comme si l'on observait un double mouvement simultané:

- de multiplication des petites tenures paysannes due à la fois à l'accroissement du nombre de ménages (croissance démographique) et au renforcement du groupe familial restreint au détriment de l'organisation lignagère;
- d'accroissement progressif des prélèvements opérés par la classe dirigeante, d'une part grâce à la multiplication des enclos (les redevances et prestations sont perçues par enclos), d'autre part par un alourdissement progressif des charges pesant sur chaque enclos,⁹⁶ cette augmentation du tribut et des corvées étant devenue possible grâce à l'accroissement décisif de la productivité du travail.⁹⁷

7. 1890-1910: vers une crise du système agraire?

Pendant plus de deux siècles, l'agriculture burundaise a beaucoup progressé; systèmes de culture et systèmes de production ont été transformés; la productivité du travail a doublé. Mais vers la fin du XIX^e siècle, ce processus de développement est interrompu assez brutalement: le pays traverse une crise grave qui dure plusieurs décennies.

Les manifestations de la crise

Tout semble se passer comme si un ensemble de perturbations plus ou moins simultanées venait mettre un terme à l'évolution observée jusqu'alors.

Bêtes et gens sont atteints de maladies en tous genres. A partir de 1891, la peste bovine (puis la fièvre aphteuse) emporte une partie du troupeau national. L'année suivante, la variole fait des ravages parmi les populations. A partir de 1905, c'est la trypanosomiase (humaine et animale) qui devient le principal fléau et ravage toute l'Afrique de l'Est. Au Burundi, les régions les plus chaudes sont les plus touchées, en particulier la plaine de l'Imbo qui devient un quasi-désert humain, rapidement envahi par les bêtes sauvages.⁹⁸ La diminution du bétail causée par la fièvre aphteuse quinze années auparavant et la régression des terres cultivées avaient favorisé le développement de sites particulièrement favorables à la mouche tsé-tsé (recrus arbustifs).

La disette s'abat sur l'ensemble du pays tandis que des famines éclatent dans les régions les plus touchées. On meurt de faim pendant les années 1889-1892, puis de nouveau en 1904-1906 et 1909-1911.

L'état actuel des connaissances ne permet pas de mesurer avec précision les conséquences de cette série de cataclysmes sur le niveau de peuplement du Burundi. On sait que certaines régions furent entièrement dépeuplées au point de redevenir "sauvages" jusque dans les années 40 (plaine de l'Imbo). A "l'intérieur du pays" (c'est-à-dire dans la région des plateaux centraux, au delà de la crête Congo-Nil), un tel effondrement démographique n'est pas attesté mais la croissance de la population est brutalement interrompue. Le peuplement des régions périphériques récemment annexées est stoppé;⁹⁹ terres arables et pâturages sont envahis par la friche en de nombreux endroits.

En ce qui concerne le bétail, de nombreux témoignages font état d'une baisse brutale des effectifs. La moitié au moins des bovins auraient péri et de nombreux agriculteurs se seraient retrouvés du jour au lendemain sans bétail.¹⁰⁰

Epizooties, épidémies, disettes, famines et régression probable du peuplement, telles sont les manifestations multiples de ce qu'il convient bien d'appeler une crise. Mais de quelle crise s'agit-il? Comment expliquer cette explosion de catastrophes multiples et leur relative simultanéité?

En amont de cette cascade de perturbations, la peste bovine semble jouer un rôle décisif. Le bétail étant au centre du régime d'accumulation des exploitations agricoles de l'époque, l'épizootie provoque leur décapitalisation brutale. Avec le capital des agriculteurs, c'est aussi le principal vecteur de transfert de fertilité au profit des terres arables qui disparaît ou est fortement réduit. Les rendements des cultures vivrières chutent à moins de réduire la surface cultivée pour pouvoir encore la fumer convenablement. Dans les deux cas, la production de la famille diminue fortement. De 20 quintaux par famille et par an, la production de grains passe à seulement 15 voire 10 quintaux en année "moyenne," à peine de quoi nourrir une petite famille. Surviennent une saison moins pluvieuse que d'habitude, une invasion de criquets ou toutes autres perturbations¹⁰¹ et c'est la catastrophe: la disette se transforme en famine. En laissant de nombreuses familles sans bétail, donc sans capital, la peste bovine accentue aussi la différenciation paysanne. C'est ce peuple d'agriculteurs-éleveurs en crise, de nombreuses personnes ayant perdu leur troupeau, que découvriront les colonisateurs; et c'est de cette situation critique qu'est peut être né le mythe du dualisme agriculteurs/éleveurs.

Les épidémies se développent donc sur un terrain extrêmement propice car la plus grande partie de la population est alors mal nourrie et vraisemblablement peu résistante. C'est ce qui explique sans doute la violence de cet apparent "choc microbien." Alors que la plupart des microbes sont présents dans la région depuis longtemps,¹⁰² ce n'est qu'à la fin du siècle, lorsque la population est affaiblie, qu'ils provoquent de grandes épidémies. L'épidémie de trypanosomiase, qui se déclenche une bonne douzaine d'années après celles de peste bovine et de variole, semble elle-même être le résultat d'un déséquilibre écologique causé par les deux fléaux précédents et le retour de nombreuses terres arables et pâturages à la friche.¹⁰³

La conquête coloniale, elle aussi simultanée, et les perturbations politiques, sociales et économiques qu'elle a entraînées, aggravent considérablement la situation. Missions de reconnaissance et expéditions militaires, caravanes commerciales et corvées de portage sur des longues distances accélèrent la diffusion des maladies dans toutes les régions du pays.¹⁰⁴ Quant aux guerres de conquête, si elles restent d'ampleur assez modeste, elles semblent néanmoins provoquer, par la multiplicité des opérations "de pacification," de nombreuses perturbations. Les armées allemandes appliquent la politique de la terre brûlée à la moindre résistance.¹⁰⁵ En revanche, impôts, corvées, et cultures obligatoires ne deviennent massives et généralisées à l'ensemble du territoire que plusieurs décennies plus tard (1914 pour imposition et corvée de portage, 1930 pour les cultures obligatoires). Ils ne peuvent donc pas être tenus pour principaux responsables de la crise de cette fin de siècle.

Tout semble donc bien commencer par cette épidémie de peste bovine dont l'agent pathogène était, lui, inconnu dans la région avant son irruption depuis l'Éthiopie ou le Soudan. Est-ce le seul élément vraiment déterminant dans l'effondrement apparent de ce système agraire?

Les limites d'un système agraire

Tous les auteurs sont d'accord sur ce point: la densité démographique du royaume du Burundi vers la fin du XIX^e siècle était exceptionnellement élevée par rapport à la plus grande partie du continent africain. Rappelons que cette densité était de l'ordre de 55 habitants par km² au début du XX^e siècle et peut être sensiblement supérieure avant la crise. Si celle-ci n'avait pas eu lieu, si famines et épidémies n'avaient pas mis un terme à ce développement, le rythme de la croissance aurait-il été maintenu et l'augmentation démographique poursuivie?

Pour tenter de répondre à cette question, il faut estimer la densité démographique maximale que pouvait supporter un tel système agraire et, pour cela, mesurer la surface minimum dont avait besoin une famille paysanne pour vivre. Reprenons alors le cas le plus général (et simplifié, cf. tableau n°1) où l'agriculteur et sa femme cultivent 1 hectare de maïs+haricot/sorgho en culture continue et fumée d'une part, 1 hectare d'éleusine en rotation avec une friche de quelques années, d'autre part. Il lui faut pour cela disposer d'une surface suffisante de pâturages pour pouvoir nourrir

toute l'année le bétail nécessaire à la reproduction de la fertilité des parcelles emblavées en maïs+haricot/sorgho. En faisant l'hypothèse qu'une bonne moitié des déjections animales sont récupérées grâce au parcage nocturne (14 heures sur 24) dans l'enclos, il faut au minimum quatre à cinq têtes de gros bétail - disons deux vaches et leur "suite" (veaux et génisses de moins de trois ans) - pour entretenir la fertilité des terres cultivées en continu.¹⁰⁶ Pour franchir la saison sèche sans encombre et sans faire appel à la transhumance, il faut entre 2 et 3 hectares de pâturage par vache, soit au minimum 5 hectares pour le petit troupeau considéré, et ceci dans l'hypothèse où les friches herbeuses sont aussi pâturées ainsi que les bas-fonds et marais pendant la saison sèche.¹⁰⁷ La surface minimum nécessaire par famille est donc relativement importante, comme en témoigne le tableau n° 2.

Tableau n° 2: Estimation de la surface minimum nécessaire par famille paysanne au XIX^e siècle

Type de parcelle	Surface (ha)
terre fumée	1
pâturages	5
éleusine	1
friche (rotation: 3 ans de friche / 1 an d'éleusine)	3
terrains divers (bas-fond à papyrus pour le pâturage de saison sèche, restes de bois, recrus ou forêt galerie pour le bois de chauffe et de construction)	2
Total	12

L'ordre de grandeur à retenir, c'est qu'il fallait environ 12 hectares d'écosystème pour nourrir convenablement et durablement une famille nucléaire de cinq à six personnes, autoriser la constitution d'un petit stock de réserve à mobiliser en cas de mauvaise récolte et lui permettre d'honorer les prélèvements tributaires. Douze hectares par famille nucléaire, cela représente une cinquantaine d'habitants par km², plafond sans doute un peu moins élevé si on déduit de la surface exploitable du Burundi la grande forêt d'altitude de la *Kibira* et les crêtes et sommets rocheux peu propices à la mise-en-valeur agro-pastorale.

Aussi performant qu'il puisse paraître au regard des systèmes précédents, ce système agraire ne pouvait donc guère nourrir davantage de monde. Et c'est précisément la densité démographique qui avait été atteinte et même dépassée en cette fin de XIX^e siècle. Tout accroissement démographique supplémentaire devait alors entraîner, le système restant inchangé, une diminution de la surface cultivée par famille et/ou une réduction des pâturages dont une partie serait nouvellement consacrée aux labours.

Notre hypothèse est que l'inexorable érosion du ratio pâturages/terres fumées a entraîné un surpâturage généralisé. Le bétail de moins en moins bien nourri aurait alors été frappé de plein fouet

par la peste. Finalement, la quantité de bouses de vache disponible par hectare cultivé aurait fortement diminué, entraînant avec elle la baisse des rendements, celle de la productivité du travail et de la quantité d'aliments disponibles.

Les limites du système - sa capacité à nourrir une population donnée - auraient donc été atteintes. En l'absence de changements fondamentaux et donc de système agraire, la crise était inévitable. Conformément à cette hypothèse, l'épizootie de peste bovine devrait alors être considérée non comme cause essentielle de la crise mais plutôt comme un simple facteur déclenchant la crise. Crise écologique? Crise démographique? Choc colonial? Ou plutôt crise du système agraire tout entier?

Notes

¹Cette reconstitution historique est le fruit d'un travail de recherche de cinq années (dont trois passées au Burundi de 1990 à 1993) consacré à la dynamique des systèmes agraires au Burundi. Elle s'appuie à la fois sur l'analyse du paysage agraire actuel et de son évolution, sur des informations recueillies au cours de nombreux entretiens réalisés avec des personnes âgées (sources orales) ainsi que sur les sources écrites déjà disponibles. Il s'agit bien d'une *reconstitution* destinée à faire apparaître un modèle de fonctionnement du système agraire dominant. Les aspects méthodologiques de cette démarche sont exposés dans H. Cochet, "L'approche historique en Agriculture Comparée," Centre de Recherche Africaine/Muséum d'Histoire Naturelle (article à paraître, Paris 1998).

²D. L. Schoenbrun, *Early history in eastern Africa's Great Lakes Region: Linguistic, Ecological, and Archaeological Approaches ca. 500 B.C. to ca. A.D. 1000* (Los Angeles, 1990).

³E. Roche, "Végétation ancienne et actuelle de l'Afrique centrale", *African Economic History* 7 (1979); E. Roche, "Évolution des paléoenvironnements en Afrique centrale et orientale au Pléistocène supérieur et à l'Holocène. Influences climatiques et anthropiques," *Bulletin de la Société Géographique de Liège* 27 (1991), 187-208; R. Bonnefille et G. Riollet, "The Kashiru Pollen Sequence (Burundi) Palaeoclimatic Implications for the Last 40,000 yr B.P. in Tropical Africa," *Quaternary Research* 30 (1988), 19-35; R. Bonnefille, G. Riollet et G. Buchet, "Nouvelle séquence pollinique d'une tourbière de la crête Zaïre-Nil (Burundi)," *Review of Palaeobotany and Palynology* 67 (1991), 315-30. Dans les régions plus sèches de basse altitude (comme celle de l'Akagera, à l'ouest du Lac Victoria), c'est dans les bas-fonds que la dégradation progressive de la forêt semble commencer depuis une époque plus reculée (5000 B.P.). Cette exploitation plus précoce des bas-fonds ne semble pas concerner le Rwanda et le Burundi où les fonds de vallée sont marécageux et seront mis en culture très tardivement (Schoenbrun, *Early history*).

⁴Le développement de l'agriculture précède donc, et de longtemps, les manifestations palynologiques de la prédominance des graminées et de la régression des écosystèmes forestiers, contrairement à ce que laisserait entendre une interprétation trop hâtive des diagrammes polliniques.

⁵Schoenbrun, *Early history*; E. Roche, G. Bikwemu et C. Ntaganda, "Évolution du paléoenvironnement quaternaire au Rwanda et au Burundi. Analyse des phénomènes morphotectoniques et des données sédimentologiques," *Inst. Franç. Pondichéry. Trav. sect. scient. et techn.* 25 (1988), 105-123; R. Bonnefille et G. Riollet, "The Kashiru Pollen Sequence," R. Bonnefille, G. Riollet et G. Buchet, "Nouvelle séquence pollinique."

⁶M. C. Van Grunderbeek, E. Roche et H. Doutrelepon, *Le premier âge du fer au Rwanda et au Burundi, archéologie et environnement*, Institut National de Recherche Scientifique, Butare, République Rwandaise, publication No 23 (Butare, 1983); M. C. Van Grunderbeek et H. Doutrelepon, "Étude de charbons de bois provenant des sites métallurgiques de l'Âge du Fer Ancien au Rwanda et au Burundi," *Pact* 22 IV. 7 (1993); E. Vignati-Pagis, *Du fourneau à la fosse: changements techniques dans la métallurgie du fer au Burundi au cours des deux derniers millénaires?* Thèse de Doctorat, Université de Paris I - Panthéon Sorbonne / Centre de Recherches Africaines (Paris, 1995).

⁷L'augmentation de la productivité du travail pour la préparation des champs (abattis), permise par les haches de fer, est sûrement la cause principale (en dehors de l'accroissement démographique qu'elle contribue à rendre possible) de la déforestation. Le rôle joué par l'accroissement des besoins en bois de feu occasionnés par la multiplication des fourneaux de réduction de l'oxyde de fer est sans doute secondaire.

⁸C'est l'"expansion" bantou, mise en évidence par les linguistes depuis déjà longtemps (J. Vansina, "Bantu in the crystal ball, I," *History in Africa* 6 (1979), 287-333; J. Vansina "Bantu in the crystal ball, II," *History in Africa* 7 (1980), 293-325; J. Vansina "Le phénomène bantou et les savants," *Le sol, la Parole et l'Écrit, Mélanges en hommage à Raymond Mauny* tome I, Société Française d'Histoire d'Outre-Mer (Paris, 1981). Depuis lors, on associe souvent expansion des peuples bantuphones, métallurgie du fer et développement de l'agriculture, bien que la simplicité de l'association soit

largement controversée (A. A. Mturi, "Ancient civilisation of the peoples of the great lakes, the linguistic and archaeological evidence: an overview," *La civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs* (Paris, 1981); *Encyclopédie d'Archéologie de Cambridge* (Paris, 1981); J. Devisse, "Réflexions sur une archéologie pour le Burundi", *La civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs* (Paris, 1981).

⁹Les sorghos et l'éleusine (Eleusine Coracana) sont des céréales africaines. Leurs aires de domestication sont identifiées depuis les travaux de R. Portère ("Vieilles agricultures de l'Afrique Intertropicale," *L'Agronomie Tropicale* 5, 9-10 (1950), 489-507; "Eleusine coracana GAERTNER, céréale des humanités pauvres des pays tropicaux," *Bulletin de l'Institut Français d'Afrique Noire*, 13 (1951); "Berceaux agricoles primaires sur le continent africain", *Journal of African History* 3, 2 (1962), 195-210 et de J. R. Harlan, J.M.J. De Wet et A.B.L. Stemler, eds., *Origins of African Plant Domestication* (Paris, 1976). Voir aussi *Encyclopédie d'Archéologie de Cambridge* (Paris, 1981). Au Burundi, la diffusion de l'éleusine serait plus ancienne que celle du sorgho, ce dernier étant désigné comme une "nouvelle éleusine," d'après des études linguistiques récentes: J. P. Chrétien, "Le sorgho dans l'agriculture, la culture et l'histoire du Burundi," *Journal des Africanistes* 52, 1-2 (1982), 145-62.

¹⁰Schoenbrun, *Early history*; D.L. Schoenbrun, "We are what we eat: Ancient agriculture between the great lakes," *Journal of African History* 34 (1993), 1-31. La diversification du vocabulaire concernant la robe des bovins est particulièrement manifeste vers 1 200 - 800 BP (Schoenbrun, "We are what we eat"). C. Ehret avait, dès 1967, apporté les preuves linguistiques de la connaissance et du développement précoce de l'élevage en Afrique de l'Est (C. Ehret, "Cattle-keeping and milking in eastern and southern african history: the linguistic evidence," *Journal of African History* 8, I [1967] 1-17). Voir aussi J. E. G. Sutton, *A thousand years of East Africa* (Nairobi, 1990).

¹¹Nous faisons ici allusion à la "théorie" hamitique qui voudrait voir un peuple d'agriculteurs (*hutu*) envahi et soumis par un peuple supérieur d'éleveurs (*tutsi*) "conquistador."

¹²J. Vansina, *La légende du passé. Traditions orales du Burundi* (Tervuren, 1972); E. Mworoha, *Peuples et rois de l'Afrique des Lacs, le Burundi et ses royaumes voisins* (Dakar/Abidjan, 1977), L. Nduricimpa et C. Guillet, *L'Arbre-Mémoire, traditions orales du Burundi* (Paris, 1984).

¹³A la fin du XIX^e siècle, une vingtaine de variétés de sorgho pouvaient être identifiées, sans doute sélectionnées depuis des siècles (M. Bahenduzi, *Le rituel du Muganuro dans l'histoire du Burundi des origines au XX^e siècle*, thèse de doctorat, Université de Paris I Panthéon Sorbonne, C.R.A. (Paris, 1991).

¹⁴D'après les considérations linguistiques, le maïs introduit plus tard semble être désigné dans les langues Bantu comme un "nouveau haricot" (un nouveau *vigna*) d'après J. P. Chrétien, "Les années de l'éleusine, du sorgho et du haricot dans l'ancien Burundi. Écologie et idéologie." *African Economic History* 7 (1979), 75-92.

¹⁵J. P. Chrétien, "les années de l'éleusine" et "Agronomie, consommation et travail dans l'agriculture du Burundi du XVIII^e au XX^e siècle" M. Cartier, ed., *Le travail et ses représentations* (Paris, 1984) 123-78. Voir aussi T. Nsabimana, *Food production history in Burundi: 1880-1945* (Madison, 1988) qui fournit une liste des plantes qui étaient cueillies par les enfants ou consommées en temps de disette au XIX^e siècle (mais sans doute aussi pendant les époques antérieures).

¹⁶C'est l'écorce, détachée par pans entiers, puis longuement battue et assouplie au beurre, qui était utilisée dans la confection des vêtements. Personne ne s'habillait de peaux de bête à l'exception des danseurs à la cour du roi et peut être de la caste de potier *batwa* (pygmés).

¹⁷Enquête à Ngozi avec M. Brochet. Juillet 1992.

¹⁸J. P. Chrétien, "Les arbres et les rois: sites historiques du Burundi," *Culture et Société*, Revue de civilisation burundaise, 1(Bujumbura, 1978).

¹⁹Ces deux plantes occupent une place de choix dans la culture burundaise, les légendes du passé, la mythologie, les croyances, l'imaginaire collectif, comme l'a montré J. P. Chrétien, "Le sorgho dans l'agriculture."

²⁰C. Thibon, "Un siècle de croissance démographique au Burundi (1850-1985)," *Cahiers d'Études Africaines*, Université du Burundi, 27, 1-2 (1987).

²¹Comme le laissent entendre les enquêtes historiques que nous avons réalisées dans diverses régions du pays et qui permettent de reconstituer approximativement la situation au début du siècle.

²²Le petit pois (*ubwishaza: Pisum Satium*), vraisemblablement d'origine asiatique serait connu et cultivé dans la région depuis longtemps.

²³Ce sont les rotations que décrivait l'agronome P. de Schlippé en 1957 pour la région d'altitude du Bututsi ("Enquête préliminaire du système agricole des Barundi de la région Bututsi," *Bulletin Agricole du Congo Belge*, 48, 4 [1957]). J. P. Chrétien (1984) s'est inspiré de ses analyses ("Agronomie, consommation et travail"). A Rutovu (dans la même région du Bututsi), on répétait 3 fois cette double récolte de légumineuses (maïs+haricot/haricot+petit pois) avant d'abandonner la parcelle à la friche 2 ou 3 ans.

²⁴Ce système de culture est encore largement pratiqué de nos jours dans les savanes herbeuses et arbustives des montagnes et versants les moins densément peuplés de l'Est du pays.

²⁵Quelques bananeraies existaient déjà dans les collines du centre et elles impressionnèrent les premiers européens qui visitèrent le pays. Mais ce système de culture (la bananeraie) ne sera généralisé à la quasi-totalité des exploitations agricoles du pays qu'au cours du XX^e siècle (H. Cochet, "Productivité du travail et accumulation du capital dans les exploitations agricoles paysannes du Burundi," *Mondes en développement*, 21, 82 [1993], 65-84).

²⁶ Les haricots du genre *vigna* étant connus depuis longtemps dans cette région du monde, on peut se demander pourquoi une rotation du type haricot (*vigna*) en première saison de culture / sorgho en deuxième saison n'a pas été mise en place plus précocement, autorisant ainsi deux récoltes par an sans "attendre" l'arrivée des plantes d'origine américaine. Le caractère photopériodique de la plupart des variétés de *vigna* explique peut-être que cela n'ait pas pu avoir lieu. Ne pouvant fleurir qu'en période de jours courts (inférieurs à 12 heures, ce qui n'arrive qu'en juillet à ces latitudes), les *vigna* n'auraient pas pu être récoltés avec succès au mois de décembre, au terme d'un premier cycle de culture (période de jours longs).

²⁷ Ce calendrier agricole a été conservé dans les pays voisins, en Tanzanie par exemple. Voir à ce sujet M. Bahenduzi: "Nombre d'éléments montrent cependant que la culture du sorgho se faisait, à une époque reculée, au mois de septembre, ce calendrier originel a été conservé dans les pays voisins" ("Le rituel du Muganuro," 251). Voir aussi J. P. Chrétien, "Le sorgho dans l'agriculture."

²⁸ Les rendements considérés ne sont que des ordres de grandeur estimés d'après les enquêtes historiques que nous avons réalisées dans plusieurs régions du pays et qui avaient pour objectif de reconstituer la situation au début du XX^e siècle. Voir aussi L. Barbut et C. Bureau, *Étude du système agraire du Buyogoma central (Burundi)*, Mémoire de D.A.A., I.N.A.-P.G., Chaire d'agriculture Comparée (Paris, 1991), pour la région du Buyogoma. Les rendements sont en général exprimés par les agriculteurs par rapport à la semence (exemple: 5 à 10 paniers récoltés pour un semé) et doivent donc être complétés par des informations sur les quantités de semences utilisées, à l'époque, par unité de surface.

²⁹ J. P. Chrétien soutient que le décalage du cycle du sorgho représentait un "optimum agronomique," et aurait favorisé un accroissement des rendements: maximum pluviométrique pour la croissance, maximum d'ensoleillement pour la maturation finale en juin-juillet. Cette maximisation est loin d'être évidente car l'arrivée de la "petite saison sèche" quelques semaines après les semis devait parfois s'avérer problématique. Il est par contre exact que les conditions de la récolte, en juillet, était beaucoup plus favorables à un meilleur séchage du grain et donc à sa conservation ("Les années de l'éleusine," "Le sorgho dans l'agriculture," "Agronomie, consommation et travail").

³⁰ Et confirmées par de nombreuses enquêtes que nous avons réalisées auprès de vieux agriculteurs de différentes régions du pays.

³¹ Parfois qualifié, un peu rapidement, d'écobuage.

³² Ce système de culture "éleusine de défrichement" a aussi été décrit par P. de Schlippe pour la région du Bututsi en 1957 ("Enquête préliminaire du système agricole").

³³ Il est probable que la surface emblavée en éleusine par chaque famille ait commencé à diminuer dès cette époque (XVIII-XIX^e). Privée de fumure animale, l'éleusine ne pouvait que donner de très médiocres rendements. Les agriculteurs ont donc probablement réduit les surfaces consacrées chaque année à l'éleusine au profit de celles emblavées en maïs+haricot/sorgho, à condition de disposer d'une quantité de fumure suffisante. La productivité du travail augmentait encore par rapport à celle indiquée sur le tableau n° 1.

³⁴ À l'exception de quelques travaux de portée limitée réalisés à l'époque coloniale, l'éleusine n'a jamais fait l'objet d'étude de la part des organismes de recherche agronomique burundais. Après le désherbage manuel (*gutorerera*), il semble que l'on procédait à une sorte de démarriage (*Kubatura*, arracher) afin de contrôler les densités de peuplement et de compléter les manquants grâce au repiquage (enquête à Kirekura, commune Mutimbuzi).

³⁵ Chrétien ("Agronomie, consommation et travail," 142) s'inspirant des descriptions de Schlippe ("Enquête préliminaire du système agricole"). Dans sa description, J. P. Chrétien mentionne également patate douce et bananier. Nous les avons omis volontairement car, à cette époque, ils étaient encore quasiment absents des assolements. Leur développement est postérieur (XX^e siècle). D'autre part, précisons qu'il ne s'agit pas de fumier mais de bouse de vache séchée, aucune litière n'étant apportée sauf pour les veaux derniers nés qui dormaient bien souvent dans la maison d'habitation. Enfin, les limites du processus de "grignotage" sont davantage imposées, à l'époque, par la nécessité de réserver une grande place aux pâturages (le rapport surface pâturable/surface fumée détermine un plafond de transfert de fertilité) que par la nature ou les possibilités foncières, du moins avant que la bananeraie ne devienne le pilier des systèmes de production.

³⁶ Forêt ombrophile de montagne en altitude, forêt claire à *Brachystegia* sur les basses collines du Mumirwa-sud.

³⁷ C'est le cas, par exemple, de l'*Umurangabo* (*Anthocleista schweinfurtii*) qui deviendra un élément caractéristique du paysage de la région de Bubanza ainsi que l'*Imbonerakure* (*Sterculia quinqueloba*), de l'*Umuwula* (*Chlorophora Excelsa*) dans la région de Rumonge. Il en est de même de l'*Umunazi* (*Parinari excelsa*) dans les savanes arborées de l'Est (région de Karuzi). Voir S. Martin, *Diagnostic agraire de la région de Rumonge, Burundi*, Mémoire de D.A.A., I.N.A.-P.G., Chaire d'agriculture Comparée (Paris, 1993); A.S. Robillard et I. Serrier, *Étude du système agraire de la région de Bubanza-Musigati (Burundi)*, Mémoire de D.A.A., I.N.A.-P.G., Chaire d'agriculture Comparée (Paris, 1993); N. Besson, F. Harreau et S. Pons, *Analyse du système agraire d'une région du Burundi, Province Karuzi*, Mémoire de D.A.A., I.N.A.-P.G., Chaire d'agriculture Comparée (Paris, 1993).

³⁸ Il s'agit là d'anciennes formes de culture sur brûlis. Elles sont néanmoins relativement secondaires et souvent associées à une phase de travail du sol préalable ou simultanée au semis. Nous avons vu que, à cette époque, la culture sur brûlis ne domine plus depuis déjà très longtemps le système agraire burundais.

³⁹ Les ovins jouaient un rôle magico-religieux intervenant dans la protection du troupeau bovin. Ils n'étaient consommés que par les potiers *batwa* et, semble-t-il, les devins.

⁴⁰ Les termes en Kirundi sont relevés dans Mworoha, "Peuples et rois de l'Afrique des Lacs."

⁴¹Le brûlis périodique (annuel) avait un rôle sanitaire de première importance pour limiter la pullulation des parasites, en particulier, des tiques.

⁴²Cette transhumance est citée par de nombreux auteurs mais n'est jamais décrite avec précisions (Adamantidis, "Monographie pastorale du Ruanda-Urundi," *Bulletin Agricole du Congo Belge* 47, 3 [1956]; A. Ndikuriyo, "Contrat de bétail, contrat de clientèle et pouvoir politique dans le Bututsi du XIX^e siècle," *Études d'Histoire Africaine* 7 [1975], 59-76). Elle fait en général partie des pratiques observées récemment, mais hâtivement qualifiées de "traditionnelles" ou d'"ancestrales" et dont l'origine est alors rejetée dans la préhistoire! A l'exception peut être des mouvements de bétail Mugamba-Imbo, il semble que la transhumance se soit développée beaucoup plus récemment (après 1950) dans les autres régions du Burundi. Ce développement récent doit être mis en relation avec la diminution des ressources fourragères locales, diminution due à l'accroissement des surfaces cultivées, mais aussi très largement à la mise en culture des marais en saison sèche, à l'expropriation des pâturages indivis pour les projets de reboisements et à l'interdiction des brûlis.

⁴³Mworoha, "Peuples et rois de l'Afrique des Lacs."

⁴⁴Très difficiles à individualiser des pâturages indivis familiaux compte tenu du mode de culture de l'éleusine.

⁴⁵Il est possible que, dans la pratique, tout le monde avait accès aux résidus de sorgho après la récolte. C'est l'hypothèse formulée par Mworoha, "Peuples et rois de l'Afrique des Lacs..."

⁴⁶Mworoha, "Peuples et rois de l'Afrique des Lacs."

⁴⁷G. de Greef, "Monographie agricole de la région de l'Urundi," *Bulletin Agricole du Congo Belge* 10, 1-4 (1919). Il était médecin vétérinaire au Congo belge. Voir aussi M. Meyer (1916), *Les Barundi, une étude ethnologique en Afrique orientale*, édition critique présentée et annotée par J. P. Chrétien, Société Française d'Histoire d'Outre-Mer (Paris, 1984) et Adamantidis ("Monographie pastorale") dont les descriptions, pourtant plus récentes (1956), font preuve d'un mépris sans fin pour les pratiques d'élevage des Burundais et d'une ignorance totale du rôle de l'élevage dans les systèmes agraires.

⁴⁸Ces statistiques sont présentées par R. Botte, "Qui mangeait quoi? alimentation au Burundi à la fin du XIX^e siècle," *Cultures et Développement* (Louvain, 1982). Soulignons néanmoins que la situation à cette époque (1929) ne reflète sans doute pas fidèlement celle qui prévalait à la fin du XIX^e siècle, avant les grandes épizooties qui ont décimé le troupeau national.

⁴⁹Les vétérinaires coloniaux se plaindront même de "l'habitude invétérée des pasteurs qui se débarrassent des mâles en surnombre avant qu'ils aient atteint leur développement normal." Des mesures administratives seront prises à cet effet, en particulier "l'ordonnance qui vise l'interdiction de l'abattage des taurillons et bouvillons à moins de quatre ans." F. Marchi, "L'élevage du gros et du petit bétail au Ruanda-Urundi," *Bulletin Agricole du Congo Belge* 30, 4 (1939). En effet, cet auteur présente des statistiques où l'on peut calculer que les femelles représentent 84% du troupeau national. La spécialisation "naisseuse" du troupeau est encore plus manifeste que dans les statistiques de 1929.

⁵⁰Ce lait était très riche en matière grasse (5,6%), comme l'ont souligné les vétérinaires coloniaux (G. de Greef, "Monographie agricole de la région;" F. Marchi, "L'élevage du gros et du petit bétail").

⁵¹La "théorie" hamitique voulait faire venir les "pasteurs tutsis" d'Éthiopie, ceux-ci ayant conquis et soumis les "agriculteurs bantus hutus" dans un passé récent. Sur ce thème, et en particulier sur les fondements idéologiques de ces théories, consulter en particulier les travaux de J.P. Chrétien: "Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi," en J.L. Amselle et E. M'Bokolo, eds.: *Au cœur de l'ethnie, ethnies, tribalisme et état en Afrique* (Paris, 1985).

⁵²C'est ce qui ressort des nombreuses enquêtes historiques réalisées dans les différentes régions du pays dans le cadre de l'étude sur la dynamique des systèmes agraires au Burundi entre 1991 et 1993: H. Cochet, *Étude sur la dynamique des systèmes agraires au Burundi*, DGPAE/ADEPRINA, Paris, 1993 (Réseau Documentaire International sur la Région des Grands Lacs, CD n° 3, Genève, 1997).

⁵³S. El-Obeid, G. Ollivier et R. Omar, *Diagnostic agricole du Mugamba sud au Burundi*, Mémoire de D.A.A., I.N.A.-P.G., Chaire d'agriculture Comparée (Paris, 1991).

⁵⁴A. Neville, *Diagnostic du système agraire du Buyenzi (Burundi)*, Mémoire de D.A.A., I.N.A.-P.G., Chaire d'agriculture Comparée (Paris, 1992).

⁵⁵Barbut et Bureau, "Étude du système agraire du Buyogoma."

⁵⁶D'autres analyses interprètent la dichotomie agriculteurs/éleveurs, à priori admise comme une réalité historique, en terme de division sociale du travail, induisant la formation de deux classes sociales antagoniques (Botte, "Qui mangeait quoi?"): une classe d'éleveurs, une classe d'agriculteurs, les régimes alimentaires de chaque groupe étant strictement différenciés (les buveurs de lait/les mangeurs de haricots). S'il est évident que ceux qui avaient beaucoup de vaches buvaient plus de lait que les autres, cette présentation semble abusive car elle passe sous silence la plus grande partie de la paysannerie, à savoir tous ceux qui possédaient un peu de bétail (bovin, caprin ou ovin). Elle néglige aussi le fait que les systèmes de culture pratiqués à l'époque (par les "agriculteurs" donc) ne pouvaient absolument pas se passer de fumure animale et étaient donc nécessairement associés à des systèmes d'élevage.

⁵⁷C'est ainsi que ce rapport social a été décrit par la littérature coloniale: par exemple Meyer, "les Barundi," Marchi, "L'élevage du gros et du petit bétail," puis plus récemment R. Bourgeois, *Banyarwanda et Barundi. L'évolution du contrat de bail à cheptel au Ruanda-Urundi* (Bruxelles, 1958), et Adamantidis, "Monographie pastorale" qui fait une description apocalyptique de l'*ubugabire* en le confondant avec l'*Ubuhake* du Rwanda. L'interprétation "féodale" de ce rapport social renforce, dans l'esprit de ces auteurs, l'idée d'une séparation innée entre agriculteurs et éleveurs et

expliquerait en partie l'origine du conflit Hutu/Tutsi. Les éleveurs (de surcroît tutsis) sont qualifiés de féodaux, tandis que les agriculteurs (hutus) sont assimilés à des serfs.

⁵⁸Il s'agit notamment de Mworoha, "Peuples et Rois de l'Afrique des Lacs;" A. Trouwborst, "L'organisation politique en tant que système d'échange au Burundi," *Anthropologica* 3, 1 (1961), 65-81; Chrétien, "Agronomie, consommation et travail" et "Hutu et Tutsi;" F. Rutembesa, "Ubugabire dans le Burundi ancien, ... une institution féodale?," *Cahiers d'Histoire* 3 (1985), Université du Burundi, F.L.S.H., Bujumbura, 41-51; Ndikuriyo, "Contrat de bétail." Voir aussi R. Botte qui insiste sur le caractère éminemment idéologique de l'analyse de ce rapport social au Burundi: R. Botte, "Burundi: la relation ubugabire dans la tête de ceux qui la décrivent," en "Les relations personnelles de subordination dans les sociétés interlacustres de l'Afrique centrale," *Cahiers d'Études Africaines* 9.3, 35 (1969).

⁵⁹Mworoha, "Peuples et Rois de l'Afrique des Lacs," 187-88. Celui-ci distingue d'ailleurs le *bugabire* en milieu paysan, c'est-à-dire entre partenaires qu'il estime plus ou moins égaux et le *bugabire* vertical, établi entre paysannerie et catégories dirigeantes et qui impliquait cette fois-ci non pas réciprocité mais dépendance et obligations durables de servir son "bienfaiteur" et de travailler pour lui. Soulignons également que, d'après cet auteur, de semblables contrats (entre partenaires égaux ou inégaux) étaient pratiqués pour obtenir un mouton, une chèvre ou une houe. Voir aussi Rutembesa, "Ubugabire dans le Burundi ancien," qui distingue "les vaches données en récompense des services rendus" (*inka zashimwe Kuvyakozwe*) de celles "données par amitié" (*inka z'ubugenzi*).

⁶⁰Ce genre de cérémonies, au cour de laquelle le parrain du garçon vient demander la main de la jeune fille désirée, est par certains aspects très comparable. Les discours s'articulent autour de la "vache-personne" (*inka muntu* qui désigne sans la nommer la jeune fille concernée) que l'on vient solliciter à grand renfort de périphrases et de paraboles, non sans avoir préalablement apporté des cadeaux au père de la jeune fille, en l'occurrence une vache (en chair et en os cette fois-ci).

⁶¹Et contrairement à ce qu'avancent, fort justement par ailleurs, les partisans d'un *ubugabire* "non féodal."

⁶²Le réseau de relations ainsi établi n'a pas de base territoriale précise et peut être établi à longue distance. Il n'y a donc aucune ressemblance avec le "fief" propre à la féodalité européenne.

⁶³Cette solidarité est précisée le nom que l'on attribue alors à la vache donnée comme l'indique Rutembesa, "Ubugabire dans le Burundi ancien:"

"indabo"	en cas de décès d'un membre de la famille c'est la "vache pour consoler;"
"imponoke"	la "vache donnée pour combler le vide," lorsqu'un ami perd ses vaches à la suite d'une épizootie;
"imvyukirizanyo"	pour aider un amis à reconstituer son troupeau détruit par la foudre;
"inka zo kuzimya umuriro"	vaches données après qu'un incendie eut ravagé maison, veaux, grenier.

Voir aussi, Adamantidis, "Monographie pastorale."

⁶⁴El-Obeid & co, "Diagnostic agricole du Mugamba sud."

⁶⁵Cela n'est pas incompatible, bien sûr, avec une relative répartition des tâches entre les membres de la famille nucléaire. Dans les familles qui possédaient des troupeaux importants, c'est le chef de famille qui s'occupait du bétail. Ce n'est pas une raison suffisante pour le qualifier "d'éleveur" par opposition aux "agriculteurs." Car sa femme, elle, s'occupait des cultures et leur unité de production commune associait bien les deux activités!

⁶⁶Thibon, "Un siècle de croissance démographique."

⁶⁷C. Thibon, "L'expansion du peuplement dans la région des Grands Lacs au XIX^e siècle," *Canadian Journal of African Studies* 23, 1 (1989), Association Canadienne des Etudes Africaines. La population du Burundi est alors estimée à 1,5 millions d'habitants. Seuls les très petits royaumes du Bugabo et du Kyamutwara, riverains du lac Victoria, attestent pour la même époque une densité démographique égale ou supérieure (67 et 59 hab/km² respectivement).

⁶⁸Thibon, "Un siècle de croissance démographique" et "L'expansion du peuplement."

⁶⁹Meyer, "Les Barundi," De Greef, "Monographie agricole."

⁷⁰Le climat étant relativement humide et la saison des pluies longue (8 mois), on peut penser que les problèmes de stockage et de conservation des grains entraînaient de lourdes pertes à l'époque où l'on ne moissonnait qu'une fois par an, la récolte ayant lieu, de surcroît, avant la fin complète des pluies. Le report des semailles du sorgho en décembre et celui de la moisson en pleine saison sèche a permis ainsi de récolter le sorgho dans de bien meilleures conditions de séchage et de conservation.

⁷¹Rappelons que manioc et bananiers - plantes pérennes, non saisonnières et beaucoup moins sensibles aux aléas climatiques que les céréales et les légumineuses - ne joueront un rôle déterminant dans l'alimentation que beaucoup plus tard, au XX^e siècle. Les progrès de la production alimentaire au XVIII^e et XIX^e siècle ne doivent pas grand chose à ces plantes (à l'exception de la plaine de l'Imbo).

⁷²L'expansion démographique a aussi été facilitée par l'absence d'agressions extérieures de grande ampleur. Le pays est resté à l'écart de la traite - les quelques incursions des esclavagistes zanzibaristes ayant été repoussées - et fort peu intégré aux échanges marchands internationaux jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle. De ce fait, le Burundi est aussi resté relativement protégé des épidémies en tout genre, du moins jusqu'à la fin du XIX^e siècle (Thibon, "Un siècle de croissance démographique" et "L'expansion du peuplement").

⁷³Sur l'histoire politique ancienne du Burundi, voir Mworoha, "Peuples et Rois de l'Afrique des Lacs," "L'organisation politique du Burundi au XIX^e siècle" *Cahiers d'Histoire* 1 (1983), Université du Burundi; A. Nsanze, "Un aperçu de l'organisation économique du Burundi: fin XIX^e - début XX^e siècle," *Cahiers d'Histoire* 4-5 (1988), Université du

Burundi, F.L.S.H., Bujumbura, 39-45. et l'ouvrage collectif réalisé à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Bujumbura sous la direction de E. Mworoha, *Histoire du Burundi, des origines à la fin du XIX^{ème} siècle* (Paris, 1987).

⁷⁴J. P. Chrétien, "Dimension historique d'une marginalité: l'horizon oriental du Burundi," J. Gahama et C. Thibon, *Les régions orientales du Burundi, une périphérie à l'épreuve du développement* (Paris, 1994). Voir aussi Thibon, "Un siècle de croissance démographique" et "L'expansion du peuplement."

⁷⁵Thibon, "L'expansion du peuplement."

⁷⁶M. Bahenduzi, "Le rituel du Muganuro."

⁷⁷M. Bahenduzi, "Le rituel du Muganuro," Chrétien, "Les années de l'éleusine."

⁷⁸M. Bahenduzi, "Le rituel du Muganuro," Chrétien, "Le sorgho dans l'agriculture."

⁷⁹M. Bahenduzi, "Le rituel du Muganuro," Chrétien, "Le sorgho dans l'agriculture."

⁸⁰Les historiens ont déjà relevé la synchronisation apparente entre l'avènement de cette monarchie sacrée et la diffusion des plantes américaines, ces dernières "jetant les bases économiques du royaume" (Chrétien, "Le sorgho dans l'agriculture" et "Agronomie, consommation et travail"). C'est aussi de cette époque que date vraisemblablement l'extraordinaire enrichissement linguistique du Kirundi, en particulier tous les mots et verbes extrêmement diversifiés et précis concernant les activités agricoles: calendrier lunaire, type de champs et précédents culturels, techniques culturales (en particulier pour le travail du sol et le désherbage), rapport sociaux, etc.. Les transformations de l'agriculture sont même inscrites dans les contes, les proverbes et les devinettes comme l'a montré J. P. Chrétien: "Toutes ces plantes sont présentes dans ces proverbes et devinettes: les vieilles céréales y symbolisent toujours des rapports fondamentaux, avec la nature et la société. Mais les nouvelles plantes (haricot, maïs) sont devenues porteuses des images de prospérité et d'abondance" ("Agronomie, consommation et travail," 151).

⁸¹Bahenduzi, "Le rituel du Muganuro."

⁸²Mworoha, "Peuples et Rois de l'Afrique des Lacs."

⁸³Mwezi Gisabo, le dernier grand roi de la période précoloniale, possédait tout de même une cinquantaine de domaines disséminés sur le territoire.

⁸⁴Ce rapport social a été étudié en détail par R. Botte, "Processus de formation d'une classe sociale dans une société africaine précapitaliste" *Cahiers d'Études Africaines* 14-4, 56 (1974), 605-26.

⁸⁵Si la parcelle attribuée est déjà défrichée et mise en valeur, le bénéficiaire est alors un *muheberwa* (au pluriel: *bakeberwa*). Voir Chrétien, "Agronomie, consommation et travail."

⁸⁶Estimation de R. Botte, "Qui mangeait quoi?."

⁸⁷Mais n'ont-ils pas eux-mêmes idéalisé involontairement la société précoloniale? C'est ce que laisse entendre R. Botte ("Qui mangeait quoi?").

⁸⁸Sur ces prélèvements, voir en particulier E. Mworoha ("Peuples et Rois de l'Afrique des Lacs," et "Redevances et prestations dans les domaines royaux du Burundi précolonial," *Le sol, la parole et l'écrit, Mélanges en hommage à Raymond Mauny*, Tome II, Société Française d'Histoire d'Outre-Mer (Paris, 1981), et R. Botte, "Burundi: de quoi vivait l'État" in *Cahiers d'Études Africaines* 22, 3-4 (1987-1988), Université du Burundi; et Botte, "Qui mangeait quoi?," bien que les analyses de ces deux auteurs convergent rarement. Voir aussi Chrétien, "Agronomie, consommation et travail." L'analyse des prélèvements est rendue compliquée par la diversité possible des statuts des différents tributaires, les agriculteurs vivants sur les domaines du Roi, ou à proximité de ceux-ci n'étant pas forcément soumis aux mêmes prélèvements que les autres tributaires.

⁸⁹C'est la "bière de la terre" d'après Botte ("Qui mangeait quoi?") mais non mentionnée par Mworoha.

⁹⁰Il semble que dans certains cas, ces redevances s'ajoutaient à celles de sorgho, les familles concernées jouissant ainsi d'un statut privilégié à la cour du Roi et d'une protection particulière vis à vis des chefs régionaux.

⁹¹Botte, "Qui mangeait quoi?."

⁹²Botte, "Qui mangeait quoi?."

⁹³Mworoha ("Peuples et Rois de l'Afrique des Lacs," et "Redevances et prestations").

⁹⁴Cf. l'analyse de Botte, "Qui mangeait quoi?."

⁹⁵Des "redistributions" avaient lieu à la cour du Roi (vaches, houes) ainsi que des orgies populaires qui donnaient lieu, elles aussi, à des redistributions de viandes et de bière à la fin de la fête des semailles du sorgho. Ces redistributions contribuaient sans doute à atténuer l'effet des prélèvements en les compensant en partie. Néanmoins, et pour impressionnantes qu'elles soient, ces "redistributions" ne concernaient vraisemblablement que les courtisans qui se pressaient autour des enclos royaux, et non pas la majorité de la paysannerie. M. Bahenduzi ("Le rituel du Muganuro") cite le chiffre de 40 houes et 30 vaches "redistribuées" à des courtisans à la fin d'une fête annuelle du Muganuro. Cela semble plutôt insignifiant.

⁹⁶D'après Botte: avant (sans doute jusqu'à la première moitié du XIX^{ème} siècle), le prélèvement en sorgho affectait uniquement les gens qui vivaient sur les domaines du Roi, les autres sujets ne devaient que la prestation en bière de sorgho pour la fête du *Muganuro*, apparue elle-même tardivement. Progressivement, les deux redevances se seraient cumulées ("Qui mangeait quoi?").

⁹⁷Le tribut ne concerne que le sorgho, les nouvelles cultures n'étant pas soumises aux prélèvements. Ces dernières permettent que les prélèvements en sorgho (plante devenu la plante royale par excellence) soient peu à peu alourdis, sans pour autant grever exagérément la production vivrière des agriculteurs.

⁹⁸J. P. Chrétien, "La crise écologique en Afrique Orientale au début du XX^e siècle, le cas de l'Imbo au Burundi entre 1890 et 1916," *Questions sur la paysannerie au Burundi*, Actes de la Table Ronde sur "Sciences sociales, humaines et développement rural," organisée par la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Bujumbura, du 7 au 11 mai 1985, 55-93. Voir également J. P. Chrétien, "Démographie et écologie en Afrique Orientale à la fin du XIX^e siècle: une crise exceptionnelle?" *Cahiers d'Études Africaines* 27-1-2, 105-106 (1987), 43-59.

⁹⁹Thibon, "Un siècle de croissance démographique." Sur ce point, cette crise semble également annoncée par l'évolution du Royaume et des rapports sociaux pendant les dernières décennies du siècle. Alors que de fortes densités de population sont atteintes au cœur du Royaume, les régions périphériques et moins peuplées sont annexées et semblent alors soumises à une véritable colonisation planifiée. Les terres lointaines sont attribuées à des agriculteurs qui s'y installent avec leur bétail, ce phénomène accentuant probablement l'éclatement territorial des anciens lignages, leur segmentation forcée et le renforcement parallèle de la petite tenure individuelle, lui même à l'origine, comme nous l'avons vu, de l'alourdissement progressif des prélèvements tributaires. Tandis que les rivalités entre les princes de sang placées à la tête des différentes contrées du pays et leur velléité d'insoumission s'accroissent, les guerres entre princes et avec les royaumes voisins - dont certains sont, eux aussi, densément peuplés - se multiplient.

¹⁰⁰C. Thibon, "Crise démographique et mise en dépendance au Burundi et dans la région des grands lacs 1880-1910", *Cahiers d'Histoire* 3.5, 2 CH/N°4 (1984), Université du Burundi/CRA et "Un siècle de croissance démographique;" R. Botte, "Rwanda and Burundi, 1889-1930: chronology of a slow assassination", Part 1, *International Journal of African Historical Studies* 18, 1 (1985), 53-91. Les écrits anciens (Meyer, "Les barundi," de Greef, "Monographie agricole") attribuent à la peste bovine la responsabilité d'une diminution du cheptel de 50% aux deux tiers (50 à 90% d'après Nsabimana, "Food production history in Burundi"). Il faut rajouter à cela les destructions postérieures (à partir de 1905) causées par la maladie du sommeil et extrêmement élevées semble-t-il dans certaines régions (chaudes).

¹⁰¹On parle aussi, pour cette période, de sécheresses prolongées. Ces périodes de sécheresse seraient attestées par les bas niveaux du Nil enregistrés sur le cours aval de ce fleuve. Cette hypothèse reste néanmoins très contestable car le niveau du Nil est davantage déterminé, en aval, par celui du Nil Bleu venant d'Éthiopie que par celui du Nil Blanc issu de la région des grands lacs de l'Afrique de l'Est (J. E. Bidou, "Les variations du climat au Burundi depuis le début du XX^e siècle: le point de vue d'un géographe," *Cahiers d'Histoire* 4 et 5 (1988), Bujumbura, 10-20.

¹⁰²Chrétien, "La crise écologique en Afrique Orientale" et "Démographie et écologie en Afrique Orientale." J. P. Chrétien s'appuie sur les travaux de G. W. Hartwig, "Social consequences of epidemic diseases: the nineteenth century in Eastern Africa," in G. W. Hartwig et K. D. Patterson, eds., *Diseases in African History, an introductory Survey and Case Studies* (Durham, NC, 1978), 25-45.

¹⁰³La responsabilité de ce déséquilibre écologique dans le développement de la maladie du sommeil est démontrée pour toute l'Afrique de l'Est par J. Ford, *The Role of the Trypanosomiasis in African Ecology. A Study of the Tsetse Fly Problem* (Oxford, 1971), 568, et H. Kjekshus, *Ecology Control and Economic Developments in East African History: the Case of Tanganyika, 1850-1950* (London, 1977).

¹⁰⁴Pendant le XIX^e siècle, les intrusions commerciales des Waswahili en provenance de l'Océan Indien étaient restées limitées à la côte du lac Tanganyika, sans véritablement pénétrer "à l'intérieur du pays."

¹⁰⁵Botte, "Rwanda and Burundi, 1889-1930."

¹⁰⁶Les exportations d'éléments minéraux provoquées par la récolte de 4 qx de maïs, 6 qx de sorgho (+ la paille qui est consommée par le troupeau) et 6 qx de haricots (ces quantités représentant la production moyenne que nous avons retenue pour un hectare) doivent être compensées par des apports de bouses de vache compris entre 2,5 et 3,5 tonnes (en matière sèche). Nous avons considéré que la production moyenne de bouse de vache est de 1000 kg de matière sèche par animal adulte et par an dont 600 sont récupérables dans l'enclos. Ces estimations (réalisées pour des "unités de gros bétail tropical" -UBT- standard de 250 kg), ainsi que les normes de composition de la bouse de vache nous ont été suggérées par Philippe Lhoste. Voir également: E. Landais, P. Lhoste et H. Guerin, "Systèmes d'élevage et transferts de fertilité," in *Savanes d'Afrique Terres Fertiles?* Actes des Rencontres Internationales Montpellier (France), 10-14 décembre 1990, Ministère de la Coopération et du Développement/CIRAD, 219-70.

¹⁰⁷Ces estimations doivent bien sûr être modulées en fonction des régions concernées et des ressources fourragères disponibles pendant la saison sèche. Voir par exemple El Obeid et al, "Diagnostic agricole du Mugamba Sud" et Barbut et al, "Étude du système agraire du Buyogoma."